



CONSEIL COMMUNAL DU 30 JANVIER 2025
GEMEENTERAAD VAN 30 JANUARI 2025

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

1 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 19.12.2024 - Approbation

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, les articles 108 et 108bis ;

Vu son règlement d'ordre intérieur, les articles 49, 50 et 51 ;

Vu le projet de procès-verbal ;

DECIDE

d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 19.12.2024.

Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 19.12.2024 - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe gemeentewet, artikelen 108 en 108bis

Gelet op zijn huisoudelijke reglement, artikelen 49, 50 en 51 ;

Gelet op het voorstel van proces-verbaal ;

BESLIST

om het proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad op 19.12.2024 goed te keuren.

1 annexe / 1 bijlage

MINUTES_FULLL.pdf

2 Communications : Liste des marchés publics - Nouvelle Loi communale, article 234 §3

LE CONSEIL,

Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

- **#002/10.12.2024/B/0020#** - Crèches et écoles communales - Nettoyage des textiles - Marché par procédure négociée sans publication préalable - Attribution du marché à une entreprise d'économie sociale pour une période de un an reconductible deux fois
- **#002/10.12.2024/B/0063#** - Acquisition de mobilier urbain - Marché de faible montant - Marché à lots - Désignation des adjudicataires
- **#002/10.12.2024/B/0065#** - Remplacement de la serrure de sécurité du box à vélos situé avenue de l'Église Saint Julien - marché de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense et désignation de l'adjudicataire- report du 03/12/2024
- **#002/10.12.2024/B/0066#** - Rénovation du mur d'enceinte en plaque béton et du caniveau situés au fond du cimetière communal - Procédure négociée sans publication préalable - Désignation de l'adjudicataire

- **#002/10.12.2024/B/0067#** - Réparation du véhicule n°21 - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/10.12.2024/B/0068#** - Achat de matériel pour enfants - projet transition écologique ACTE - ONE - Approbation de la dépense - Commande auprès de l'adjudicataire
- **#002/10.12.2024/B/0069#** - Crèche communale "Les Oursons" - Achat d'une taque vitrocéramique - Marché de faible montant sur facture acceptée.
- **#002/10.12.2024/B/0093#** - Traductions du français vers le néerlandais – Marché public par procédure négociée sans publication préalable - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/17.12.2024/B/0018#** - Désignation d'un avocat en vue d'assurer la défense de l'administration dans un recours en annulation introduit au Conseil d'Etat contre un permis d'urbanisme, rue de la Vignette 126
- **#002/17.12.2024/B/0019#** - Désignation d'un avocat et introduction d'un recours en annulation au Conseil d'Etat contre l'arrêté royal du 29 novembre 2024 accordant une allocation financière de 8.666.874 € aux organismes pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement des mesures judiciaires pour l'année 2024 et contre les décisions individuelles d'octroi de subsides en vue de contester la répartition des subsides fédéraux octroyés au service d'exécution des mesures judiciaires alternatives (SEMJA)
- **#002/17.12.2024/B/0040#** - Enterrement des personnes indigentes - Prestations de porteurs au cimetière - Transfert de personnes décédées sur la voie publique ou ailleurs sur le territoire communal et de personnes indigentes - Marché de service de faible montant - Désignation de l'adjudicataire.
- **#002/17.12.2024/B/0061#** - CS Souverain - Isolation du plancher grenier - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Approbation de l'adjudicataire - Modification budgétaire
- **#002/17.12.2024/B/0062#** - CS Souverain - Secrétariat - Contre-cloison isolée - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Approbation de l'adjudicataire
- **#002/17.12.2024/B/0064#** - Maison Communale - Travaux de réparations suite aux infiltrations en façade - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Modification Budgétaire - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/17.12.2024/B/0066#** - Marché pour la réalisation d'audits énergétiques pour les bâtiments communaux du site du CS Souverain – Marché par Procédure négociée sans publication préalable – Attribution du marché
- **#002/17.12.2024/B/0070#** - Réparation du système d'alarme du bâtiment du Théâtre de la parole à Rouge-Cloître - Marché de travaux de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire - Modification budgétaire
- **#002/17.12.2024/B/0071#** - Réparation d'une infiltration d'eau à la toiture du bâtiment du Theatre de la parole à Rouge-Cloître - Marché de travaux de faible montant par facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire - Modification budgétaire
- **#002/17.12.2024/B/0087#** - Réparation du véhicule n°10 - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/17.12.2024/B/0099#** - ACTIVITÉS PARASCOLAIRES: Achats de pains pour les centres de plein-air - Attribution du marché pour l'année 2025- désignation du prestataire de service.
- **#002/17.12.2024/B/0101#** - Activités Parascolaires: Désignation du prestataire pour assurer l'encadrement d'ateliers ludiques de langue néerlandaise les mercredis après-midi durant les activités socio-culturelles durant l'année 2025.
- **#002/20.12.2024/B/0014#** - Voirie - Commande sans fil pour l' aspirateur (atelier menuiserie) - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Approbation de l'adjudicataire.
- **#002/07.01.2025/B/0017#** - Chaussée de Wavre 1977 - Rénovation d'une maison unifamiliale - Marché de travaux par procédure négociée sans publication préalable - Attribution du marché
- **#002/07.01.2025/B/0019#** - Désignation d'un avocat en vue d'assurer la défense de la commune devant le Collège d'urbanisme suite à la suspension d'un permis d'urbanisme par le fonctionnaire délégué
- **#002/07.01.2025/B/0042#** - Placement de deux châssis à la crèche des Oursons - Marché de

- faible montant - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter
- #002/07.01.2025/B/0050# - Attribution d'un marché par procédure négociée sans publicité - Réception 2025 - Plateaux sandwichs
 - #002/07.01.2025/B/0052# - Nettoyage et désinfection du matériel informatique en 2025 - Marché de faible montant conclu par facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire.
 - #002/14.01.2025/B/0015# - Désignation d'un avocat en vue d'assister la commune dans la gestion de l'absentéisme de très longue durée ou très fréquent
 - #002/14.01.2025/B/0042# - Travaux pour la réparation de la toiture du Centre sportif Willegems - Marché de travaux de faible montant sur facture acceptée - Désignation de l'adjudicataire - Approbation de la dépense
 - #002/14.01.2025/B/0064# - Les Mômes - Achat d'habillement de marches - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Approbation de l'adjudicataire
 - #002/14.01.2025/B/0065# - Remplacement de dalles amortissantes à la crèche des Poneys - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation des firmes à consulter
 - #002/14.01.2025/B/0070# - Approbation du renouvellement du marché de service avec l'ASBL Animal Search pour une durée de 4 ans (2025-2028)
 - #002/14.01.2025/B/0071# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour deux ateliers sur le thème « Le stress dans tous ses états! Et nous dans tout ça! ».
 - #002/14.01.2025/B/0072# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour l'atelier « Elevator pitch : tout dire en 125 mots 45 secondes ».
 - #002/14.01.2025/B/0073# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « Approfondir le levier de l'intelligence émotionnelle et augmenter sa capacité à communiquer avec assertivité».
 - #002/14.01.2025/B/0074# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « Assertivité ».
 - #002/14.01.2025/B/0075# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « Le bivouac; Se réinventer par la découverte de ses forces ».
 - #002/14.01.2025/B/0076# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « Regards nouveaux, regards croisés ».
 - #002/14.01.2025/B/0077# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour deux ateliers « Les 100 questions les plus posées lors de l'entretien d'embauche ».
 - #002/14.01.2025/B/0078# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour l'atelier « Langage corporel et application des techniques pour présentation en direct ou par Teams ».
 - #002/14.01.2025/B/0079# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour l'atelier « Rédiger une lettre de motivation qui percute ».
 - #002/14.01.2025/B/0080# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « Cerner votre personnalité pour mieux identifier vos compétences».
 - #002/14.01.2025/B/0081# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « Estime de soi ».
 - #002/14.01.2025/B/0082# - Printemps de l'Emploi 2025 - Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « MBTI; connaissance de sa personnalité ».
 - #002/14.01.2025/B/0083# - Printemps de l'Emploi 2025- Attribution du marché par procédure négociée sans publicité pour un atelier « Le bilan des compétences ».

PREND ACTE :

- de la passation des marchés de moins de 143.000€ susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces

Mededelingen : Lijst van overheidsopdrachten - Nieuwe Gemeentewet, artikel 234 §3

DE RAAD,

Gelet op artikelen 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

- **#002/10.12.2024/B/0020#** - Gemeentelijke kinderdagverblijven en scholen - Textielreiniging - Overheidsopdracht via onderhandelinge procedure zonder voorafgaande bekendmaking - Gunning van opdracht aan een onderneming uit de sociale economie voor een periode van één jaar, twee keer hernieuwbaar
- **#002/10.12.2024/B/0063#** - Aankoop van stadmeubilair - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Opdracht onderverdeeld in percelen - Aanduiding van de aanbesteders
- **#002/10.12.2024/B/0065#** - Vervanging van het veiligheidsslot van de velobox gelegen aan de Sint Juliaanckerklaan - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/10.12.2024/B/0066#** - Renovatie van de betonnen grensmuur en goot aan de achterkant van de gemeenschappelijke begraafplaats - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/10.12.2024/B/0067#** - Reparatie van voertuig nr. 21 - Goedkeuring van de uitgaven - Aanwijzing van de opdrachtnemer
- **#002/10.12.2024/B/0068#** - Aankoop van materiaal voor kinderen - ACTE - ONE ecologisch overgangproject - Goedkeuring van uitgaven - Bestel bij de opdrachtnemer
- **#002/10.12.2024/B/0069#** - Gemeentelijke kinderdagverblijf “Les Oursons” - Aankoop van een keramische kookplaat - Overheidsopdracht van beperkte waarde
- **#002/10.12.2024/B/0093#** - Vertalingen van het Frans naar het Nederlands - Overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Aanwijzing van de opdrachtnemer
- **#002/17.12.2024/B/0018#** - Aanstelling van een advocaat om het bestuur te verdedigen in een verzoekschrift tot nietigverklaring dat bij de Raad van State werd ingediend tegen een stedenbouwkundige vergunning, Kleine Wijngaardstraat 126
- **#002/17.12.2024/B/0019#** - Aanstelling van een advocaat en indiening van een verzoekschrift tot vernietiging van het Koninklike besluit van 29 november 2024 tot toekenning van een financiële toelage van 8.3666.874 € aan organisaties voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor het jaar 2024 om de verdeling van de federale toelage bestemd voor de dienst belast met de begeleiding van alternatieve gerechtelijke maatregelen
- **#002/17.12.2024/B/0040#** - Begrafenis van behoeftigen - Kruiersdiensten op de begraafplaats - Overbrenging van personen die op de openbare weg of elders op het gemeentelijk grondgebied zijn overleden en van behoeftigen - Opdracht voor diensten van geringe waarde - Aanwijzing van de opdrachtnemer.
- **#002/17.12.2024/B/0061#** - SC Souverain - Isolatie van de zoldervloer - Opdracht van geringe waarde - Goedkeuring van de uitgave - Goedkeuring van de opdrachtnemer - Begrotingswijziging
- **#002/17.12.2024/B/0062#** - SC Souverain - Secretariaat - Geïsoleerde voorzetwand - Opdracht van geringe waarde - Goedkeuring van de uitgave - Goedkeuring van de opdrachtnemer
- **#002/17.12.2024/B/0064#** - Gemeentehuis - Herstelwerken naar aanleiding van infiltraties aan de gevel - Opdracht van geringe waarde - Goedkeuring van de uitgave - Begrotingswijziging - Aanwijzing van de opdrachtnemer
- **#002/17.12.2024/B/0066#** - Opdracht voor de uitvoering van energieaudits voor de gemeentelijke gebouwen op de site van SC Souverain - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Gunning van het contract
- **#002/17.12.2024/B/0070#** - Herstelling van het alarmsysteem van het gebouw van het “Théâtre

de la parole” in het Rood Klooster - Overheidsopdracht voor werken van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder - Budgetwijziging

- #002/17.12.2024/B/0071# - Herstelling van een waterinfiltratie op het dak van het gebouw van het “Théâtre de la parole” in het Rood Klooster - Overheidsopdracht voor werken van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder - Budgetwijziging
- #002/17.12.2024/B/0087# - Reparatie van voertuig nr. 10 - Goedkeuring van de uitgaven - Aanwijzing van de opdrachtnemer
- #002/17.12.2024/B/0099# - BUITENSCHOOLSEACTIVITEITEN: Aankoop van brood voor de openluchtcentra - Gunning van het contract voor de jaren 2022 - 2023 - 2024 - Aanwijzing van de dienstverlener.
- #002/17.12.2024/B/0101# - Buitenschoolse activiteiten: Aanstelling van een dienstverlener voor het geven van leuke taalworkshops Nederlands op woensdagnamiddag tijdens socio-culturele activiteiten in 2025.
- #002/20.12.2024/B/0014# - Wegendienst - Draadloze afstandsbediening voor stofzuiger (houtbewerkingswerkplaats) - Opdracht van geringe waarde - Goedkeuring van de uitgaven - Goedkeuring van de gekozen inschrijver.
- #002/07.01.2025/B/0017# - Waverssesteenweg 1977 - Eengezinswoning renoveren - Opdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Gunning van de opdracht
- #002/07.01.2025/B/0019# - Aanstelling van een advocaat om het bestuur te verdedigen voor het Stedenbouwkundig College ten gevolge van de opschorsing van een stedenbouwkundige vergunning door het gemachtigde ambtenaar
- #002/07.01.2025/B/0042# - Plaatsing van twee vensters op de kribbe "les Oursons"- Opdracht van geringe waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's
- #002/07.01.2025/B/0050# - Gunning van een opdracht via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Receptie 2025 - Broodjesbakjes
- #002/07.01.2025/B/0052# - Reiniging en desinfectie van computerapparatuur in 2025
- #002/14.01.2025/B/0015# - Aanstelling van een advocaat om de gemeente te ondersteunen bij het beheren van zeer langdurig of zeer frequent ziekteverzuim
- #002/14.01.2025/B/0042# - Werken voor de herstelling van het dak van het Sportcentrum Willegems - Opdracht voor werken met beperkte waarde op aangenomen factuur - Aanduiding van de opdrachtnemer - Goedkeuring van de uitgave
- #002/14.01.2025/B/0064# - Les Mômes - Aankoop van trapbekleding - Overeenkomst van geringe waarde - Goedkeuring van de uitgave - Goedkeuring van de aannemer.
- #002/14.01.2025/B/0065# - Plaatsing van schokabsorberende tegels op de kribbe "les Poneys" - Opdracht van geringe waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de raadplegen firma's
- #002/14.01.2025/B/0070# - Goedkeuring van de verlenging van het dienstverleningscontract met ASBL Animal Search voor een periode van 4 jaar (2025-2028)
- #002/14.01.2025/B/0071# - Joblente 2024 : "Stress in al zijn vormen! En wij in dit alles!".
- #002/14.01.2025/B/0072# - Joblente 2025 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop : "Elevator pitch : techniek voor snelle communicatie"
- #002/14.01.2025/B/0073# - Joblente 2025 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop "Assertiviteit"
- #002/14.01.2025/B/0074# - Joblente 2025 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop "Assertiviteit"
- #002/14.01.2025/B/0075# - Joblente 2025 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop: " Het bivac; Jezelf opnieuw uitvinden door het ontdekken van je sterke punten"
- #002/14.01.2025/B/0076# - Joblente 2025 : "Nieuwe perspectieven, gekruiste perspectieven”
- #002/14.01.2025/B/0077# - Joblente 2025 - Gunning van de opdracht via onderhandelingsprocedure zonder reclame voor de workshop "De 100 meest gestelde vragen

tijdens het sollicitatiegesprek"

- #002/14.01.2025/B/0078# - Joblente 2025 - Gunning van de opdracht via onderhandelingsprocedure zonder reclame voor de workshop "Lichaamstaal en toepassing van technieken voor live presentatie of door Teams".
- #002/14.01.2025/B/0079# - Joblente 2025 "Een sollicitatiebrief schrijven die opvalt"
- #002/14.01.2025/B/0080# - Joblente 2025 - Gunning van de opdracht volgens de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking voor de workshop "Begrijp uw persoonlijkheid om uw vaardigheden beter te identificeren"
- #002/14.01.2025/B/0081# - Joblente 2025 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop "Zelfvertrouwen"
- #002/14.01.2025/B/0082# - Joblente 2025 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop " MBTI-cursus; kennis van zijn persoonlijkheid "
- #002/14.01.2025/B/0083# - Joblente 2025 - Gunning van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor de workshop "Vaardighedenbeoordeling".

NEEM AKTE:

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten waarvan het bedrag op minder dan 143.000€ exclusief btw geraamd wordt;

- van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

5 annexes / 5 bijlagen

20250114_Marchés.pdf, 20241217_Marchés.pdf, 20241220_Marchés.pdf, 20250107_Marchés.pdf, 20241210_Marchés.pdf

3 **Communications : Liste des arrêtés adoptés par la Bourgmestre - Articles 133 et 135 NLC**

LE CONSEIL

Vu la nouvelle loi communale, article 133bis ;

Prend connaissance des arrêtés adoptés par le Bourgmestre ci-dessous :

1. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant l'abattage en urgence d'un arbre dangereux sis promenade de l'Ancien Chemin de Fer, à front de l'avenue des Meuniers, 146
2. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'ouverture tardive du magasin « Simony sprl » situé chaussée de Wavre 1008 à 1160 Auderghem le 31 décembre 2024
3. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant la visite de l'immeuble sis square Vanlindt, 17
4. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant l'inhumation d'une personne indigente décédée sur le territoire communal pour des raisons de salubrité publique
5. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant l'abattage en urgence d'un arbre dangereux sis clos du Beroje, 4

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Mededelingen : Lijst van besluiten van de Burgemeester - artikelen 133 et 135 NGW

DE RAAD :

Gezien het nieuwe gemeentewet, artikel 133bis ;

is verzocht nota te nemen van besluiten van het Burgemeester hieronder:

1. Besluit van de burgemeester tot het met spoed vellen van een gevaarlijke boom op de promenade van de oude spoorlijn, frontaal aan de Mulderslaan, 146

2. Besluit van de burgemeester waarbij de laattijdige opening wordt toegestaan van de winkel “Simony sprl” gelegen aan de Waversesteenweg 1008, 1160 Oudergem, op 31 december 2024
3. Besluit van de burgemeester waarbij een inspectie wordt bevolen van het gebouw gelegen aan het Vanlindtplein 17
4. Besluit van de burgemeester tot het begraven van een behoeftige die om redenen van volksgezondheid op gemeentelijk grondgebied is overleden
5. Besluit van de burgemeester tot het met spoed vellen van een gevaarlijke boom op de Bergage, 4

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

5 annexes / 5 bijlagen

AB_magasin.pdf, AB_visite_immeuble.pdf, AB_arbres.pdf, Ab_arbres2.pdf, AB_inhumation.pdf

4 **Déclaration de politique générale - note explicative 2025 - 2027**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, les articles 117 et 242bis ;

DECIDE

d'adopter la déclaration de politique générale et la note explicative 2025 - 2027 en annexe.

Algemene beleidsverklaring - verklarende nota 2025 - 2027

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikels 117 en 242 bis ;

BESLIST

om de bijgevoegde algemene beleidsverklaring en de verklarende nota 2025 - 2027 goed te keuren.

3 annexes / 3 bijlagen

DECLARATION DE POLITIQUE GENERALE - 2024-2030_NL.docx, DECLARATION DE POLITIQUE GENERALE - 2024-2030.docx, Conseil communal - Note explicative 2025-2027.xlsx

5 **Conseil communal - composition des commissions**

LE CONSEIL,

Vu les articles 52 et 53 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal ;

Vu l'article 120 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

d'arrêter comme suit la composition des Commissions du Conseil communal :

Commission 1

Finances, Personnel, Sécurité, Participation citoyenne, Prévention, Culture

Effectif	Suppléant
Gabriela Banu	Martin Willemart
Jany Crucifix	Alodie De Poorter Capillon
Noémie Dekoninck	Élise Willame
Myriam Fobe	Alan Lenglet
Didier Gosuin	Ingrid Venier
Cécile Henrard Litsermeyer	Valérie Glatigny
Laure Henvard	Valérie Glatigny

Audrey Huet	Martin Willemart
Ahmed Lagha	-
Vincianne Lerate	Ingrid Venier
Valérie Locatelli	Ingrid Venier
Valérie Lowagie	Alodie De Poorter Capillon
Zora Molenberg Clerbaux	François Lebovy
Jean-François Noël	Alodie De Poorter Capillon
Mathieu Poma	Ingrid Venier
Emmanuelle Poznanski	-
Marc Vandame	Alodie De Poorter Capillon

Commission 2

État-Civil, Population, Infrastructures communales, Grands Projets, Sports, Bibliothèques francophones, Logement, Régie foncière, Animations

Effectif	Suppléant
Gabriela Banu	Valérie Glatigny
Jany Crucifix	Didier Gosuin
Alodie De Poorter Capillon	Valérie Locatelli
Noémie Dekoninck	François Lebovy
Cécile Henrard Litsermeyer	Valérie Glatigny
Laure Henvard	Audrey Huet
Alan Lenglet	Myriam Fobe
Vincianne Lerate	Didier Gosuin
Valérie Lowagie	Valérie Locatelli
Zora Molenberg Clerbaux	Myriam Fobe
Jean-François Noël	Valérie Locatelli
Mathieu Poma	Didier Gosuin
Emmanuelle Poznanski	Ahmed Lagha
Marc Vandame	Valérie Locatelli
Ingrid Venier	Didier Gosuin
Élise Willame	François Lebovy
Martin Willemart	Audrey Huet

Commission 3

Enseignement, Activités parascolaires, Académie, Action sociale, Parentalité, Jeunesse, Seniors, Petite Enfance, Santé, Bien-être animal

Effectif	Suppléant
Jany Crucifix	Vincianne Lerate
Alodie De Poorter Capillon	Jean-François Noël
Myriam Fobe	Zora Molenberg Clerbaux
Valérie Glatigny	Gabriela Banu
Didier Gosuin	Vincianne Lerate

Cécile Henrard Litsermeyer	Martin Willemart
Laure Henvard	Martin Willemart
Audrey Huet	Gabriela Banu
Ahmed Lagha	Emmanuelle Poznanski
François Lebovy	Zora Molenberg Clerbaux
Alan Lenglet	Noémie Dekoninck
Valérie Locatelli	Vincianne Lerate
Valérie Lowagie	Jean-François Noël
Mathieu Poma	Vincianne Lerate
Marc Vandame	Jean-François Noël
Ingrid Venier	Jean-François Noël
Élise Willame	Noémie Dekoninck

Commission 4

Urbanisme, Environnement, Espaces Publics, Mobilité

Effectif	Suppléant
Gabriela Banu	Laure Henvard
Alodie De Poorter Capillon	Valérie Lowagie
Noémie Dekoninck	Myriam Fobe
Valérie Glatigny	Audrey Huet
Didier Gosuin	Jany Crucifix
Cécile Henrard Litsermeyer	Laure Henvard
François Lebovy	Myriam Fobe
Vincianne Lerate	Jany Crucifix
Valérie Locatelli	Jany Crucifix
Zora Molenberg Clerbaux	Alan Lenglet
Jean-François Noël	Valérie Lowagie
Mathieu Poma	Jany Crucifix
Emmanuelle Poznanski	Ahmed Lagha
Marc Vandame	Valérie Lowagie
Ingrid Venier	Valérie Lowagie
Élise Willame	Alan Lenglet
Martin Willemart	Audrey Huet

Commission 5

Emploi-Formation, Promotion sociale, Économie locale, Affaires néerlandophones, Affaires européennes, Égalité des chances, Développement informatique

Effectif	Suppléant
Gabriela Banu	Cécile Henrard Litsermeyer
Jany Crucifix	Mathieu Poma
Alodie De Poorter Capillon	Marc Vandame
Myriam Fobe	Élise Willame
Valérie Glatigny	Laure Henvard
Didier Gosuin	Mathieu Poma

Audrey Huet	Laure Henvard
Ahmed Lagha	Emmanuelle Poznanski
François Lebovy	Noémie Dekoninck
Alan Lenglet	Zora Molenberg Clerbaux
Vincianne Lerate	Mathieu Poma
Valérie Locatelli	Mathieu Poma
Valérie Lowagie	Marc Vandame
Jean-François Noël	Marc Vandame
Ingrid Venier	Marc Vandame
Martin Willemart	Cécile Henrard Litsermeyer

Gemeenteraad - samenstelling van de commissies

DE RAAD,

Gezien de artikelen 52 en 53 van het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad;

Gezien het artikel 120 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST

volgt de samenstelling van de commissies van de Gemeenteraad te wijzigen :

Commissie 1

Financiën, Personeel, Veiligheid, Burgerparticipatie, Preventie, Huisvesting

Effectief	Plaatsvervanger
Gabriela Banu	Martin Willemart
Jany Crucifix	Alodie De Poorter Capillon
Noémie Dekoninck	Élise Willame
Myriam Fobe	Alan Lenglet
Didier Gosuin	Ingrid Venier
Cécile Henrard Litsermeyer	Valérie Glatigny
Laure Henvard	Valérie Glatigny
Audrey Huet	Martin Willemart
Ahmed Lagha	-
Vincianne Lerate	Ingrid Venier
Valérie Locatelli	Ingrid Venier
Valérie Lowagie	Alodie De Poorter Capillon
Zora Molenberg Clerbaux	François Lebovy
Jean-François Noël	Alodie De Poorter Capillon
Mathieu Poma	Ingrid Venier
Emmanuelle Poznanski	-
Marc Vandame	Alodie De Poorter Capillon

Commissie 2

Burgerlijke Stand, Bevolking, Gemeentelijke infrastructuur, Grote projecten Sports, Franstalige bibliotheken Huisvesting, Regie voor Grondbeleid, Animaties

Effectief	Plaatsvervanger
-----------	-----------------

Gabriela Banu	Valérie Glatigny
Jany Crucifix	Didier Gosuin
Alodie De Poorter Capillon	Valérie Locatelli
Noémie Dekoninck	François Lebovy
Cécile Henrard Litsermeyer	Valérie Glatigny
Laure Henvard	Audrey Huet
Alan Lenglet	Myriam Fobe
Vincianne Lerate	Didier Gosuin
Valérie Lowagie	Valérie Locatelli
Zora Molenberg Clerbaux	Myriam Fobe
Jean-François Noël	Valérie Locatelli
Mathieu Poma	Didier Gosuin
Emmanuelle Poznanski	Ahmed Lagha
Marc Vandame	Valérie Locatelli
Ingrid Venier	Didier Gosuin
Élise Willame	François Lebovy
Martin Willemart	Audrey Huet

Commissie 3

Onderwijs, Buitenschoolse activiteit, Academie, Sociale Coördinatie, Ouderschap, Jeugd; Seniors, Peuterzorg, Volkgezondheid, Dierenwelzijn

Effectief	Plaatsvervanger
Jany Crucifix	Vincianne Lerate
Alodie De Poorter Capillon	Jean-François Noël
Myriam Fobe	Zora Molenberg Clerbaux
Valérie Glatigny	Gabriela Banu
Didier Gosuin	Vincianne Lerate
Cécile Henrard Litsermeyer	Martin Willemart
Laure Henvard	Martin Willemart
Audrey Huet	Gabriela Banu
Ahmed Lagha	Emmanuelle Poznanski
François Lebovy	Zora Molenberg Clerbaux
Alan Lenglet	Noémie Dekoninck
Valérie Locatelli	Vincianne Lerate
Valérie Lowagie	Jean-François Noël
Mathieu Poma	Vincianne Lerate
Marc Vandame	Jean-François Noël
Ingrid Venier	Jean-François Noël
Élise Willame	Noémie Dekoninck

Commissie 4

Stedenbouw, Leefmilieu, Publieke ruimte, Mobiliteit

Effectief	Plaatsvervanger
Gabriela Banu	Laure Henvard

Alodie De Poorter Capillon	Valérie Lowagie
Noémie Dekoninck	Myriam Fobe
Valérie Glatigny	Audrey Huet
Didier Gosuin	Jany Crucifix
Cécile Henrard Litsermeyer	Laure Henvard
François Lebovy	Myriam Fobe
Vincianne Lerate	Jany Crucifix
Valérie Locatelli	Jany Crucifix
Zora Molenberg Clerbaux	Alan Lenglet
Jean-François Noël	Valérie Lowagie
Mathieu Poma	Jany Crucifix
Emmanuelle Poznanski	Ahmed Lagha
Marc Vandame	Valérie Lowagie
Ingrid Venier	Valérie Lowagie
Élise Willame	Alan Lenglet
Martin Willemart	Audrey Huet

Commissie 5

Werkgelegenheid-Vorming, Sociale Pomotie, lokale economie, Nederlandstalige zaken, Europese zaken, , Gelijke kansen beleid, IT-ontwikkeling

Effectief	Plaatsvervanger
Gabriela Banu	Cécile Henrard Litsermeyer
Jany Crucifix	Mathieu Poma
Alodie De Poorter Capillon	Marc Vandame
Myriam Fobe	Élise Willame
Valérie Glatigny	Laure Henvard
Didier Gosuin	Mathieu Poma
Audrey Huet	Laure Henvard
Ahmed Lagha	Emmanuelle Poznanski
François Lebovy	Noémie Dekoninck
Alan Lenglet	Zora Molenberg Clerbaux
Vincianne Lerate	Mathieu Poma
Valérie Locatelli	Mathieu Poma
Valérie Lowagie	Marc Vandame
Jean-François Noël	Marc Vandame
Ingrid Venier	Marc Vandame
Martin Willemart	Cécile Henrard Litsermeyer

6 En Bord de Soignes scrl - Logements sociaux – désignation des représentants de la commune

Le Conseil,
Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Vu le Code bruxellois du Logement, l'article 56 ;

Vu les statuts de la société ;

Attendu que le Conseil communal est appelé à désigner les représentants de la commune au Conseil d'administration de la société ;

Considérant ce qui suit :

Six représentants de la commune d'Auderghem siègent avec voix délibérative au conseil d'administration de la société. Ces représentants sont élus par le Conseil communal.

Sont candidats au poste de représentant :

Liste 1

- Monsieur Mathieu Poma, domicilié Chaussée de Wavre, 1517/C, né le 30.10.1983
- Madame Véronique Tack, domiciliée Avenue Henri de Brouckère, 61, née le 19.07.1958
- Madame Joëlle Nuttin, domiciliée Avenue Hugo Van der Goes, 115, née le 14.10.1975
- Monsieur Akande Osseni Akibou, domicilié Rue des Paysagistes, 60/b2, né le 05.11.1974
- Monsieur Martin Willemart, domicilié Rue Charles Lemaire, 38, né le 13.11.1994
- Madame Aran Bahrami Kamangar, domiciliée Avenue Léopold Florent Lambin, 2/b4, née le 27.06.1980

Les candidats aux postes d'administrateur émanent tous des partis politiques représentés au Collège des Bourgmestre et Échevins. Les partis politiques non représentés au sein du Collège peuvent donc déposer une liste de deux candidats pour représenter la commune d'Auderghem au sein du Conseil d'administration. A la différence des six précédents représentants, ceux-ci ne disposeront pas d'une voix délibérative mais d'une voix consultative.

Les représentants avec voix consultative seront élus par l'Assemblée Générale d'En Bord de Soignes sprl conformément aux dispositions de l'article 56 du Code bruxellois du Logement.

Sont candidats :

Liste 1

- Monsieur Victor Kanyanzira, domicilié Avenue Gabriel Emile Lebon, 84 bt 10, né le 31.12.1997
- Monsieur André Decourrière, domicilié rue des Néfliers 41, né le 02.03.1954

DECIDE

- de désigner les six (6) représentants de la commune d'Auderghem pour siéger avec voix délibérative au conseil d'administration de la société :
 - Monsieur Mathieu Poma
 - Madame Véronique Tack
 - Madame Joëlle Nuttin
 - Monsieur Akande Osseni Akibou
 - Monsieur Martin Willemart
 - Madame Aran Bahrami Kamangar
- de présenter deux (2) candidats de l'opposition communale pour siéger à titre consultatif au conseil d'administration de la société :
 - Monsieur Victor Kanyanzira
 - Monsieur André Decourrière

La délibération sera transmise à la société En Bord de Soignes scrl et aux intéressés.

En Bord de Soignes cvba - Sociale woningen - benoeming van vertegenwoordigers van de gemeente

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 117;

Gelet op de Brusselse Huisvestingscode, artikel 56;

Gezien de statuten van de vennootschap;

Overwegende dat de gemeenteraad de vertegenwoordigers van de gemeente in de raad van bestuur van de onderneming moet benoemen;

Rekening houdend met het volgende:

Zes vertegenwoordigers van de gemeente Oudergem maken deel uit van de raad van bestuur van de onderneming met stemrecht. Deze vertegenwoordigers worden gekozen door de Gemeenteraad.

De volgende personen zijn kandidaten voor de functie van vertegenwoordiger:

Lijst 1

- De heer Mathieu Poma, wonende Waversesteenweg, 1517/C geboren op 30.10.1983
- Mevrouw Véronique Tack, wonende Henri de Brouckèrelaan, 61 geboren op 19.07.1958
- Mevrouw Joëlle Nuttin, wonende Hugo Van der Goeslaan 115 geboren op 14.10.1975
- De heer Akande Ossen Akibou, wonende Landschapschildersstraat, 60/b2 geboren op 05.11.1974
- De heer Martin Willemart, wonende Charles Lemairestraat, 38 geboren op 13.11.1994
- Mevrouw Aran Bahrami Kamangar, wonende Léopold Florent Lambinlaan, 2/b4 geboren op 27.06.1980

De kandidaten voor de functies van bestuurder zijn allen afkomstig van de politieke partijen vertegenwoordigd op het Schepencollege. Politieke partijen die niet vertegenwoordigd zijn in het college kunnen dus een lijst van twee kandidaten indienen om de gemeente Oudergem in de raad van bestuur te vertegenwoordigen. In tegenstelling tot de zes vorige vertegenwoordigers hebben zij geen beraadslagende stem, maar een adviserende stem.

De vertegenwoordigers met een adviserende stem worden gekozen door de Algemene Vergadering van En Bord de Soignes bvba overeenkomstig de bepalingen van artikel 56 van de Brusselse Huisvestingscode.

De volgende personen zijn kandidaten:

Lijst 1

- De heer Victor Kanyanzira wonende Gabriel Emile Lebonlaan 84/10 geboren op 31.12.1997
- De heer André Decourrière wonende Mispelaarsstraat 41 geboren op 02.03.1954

BESLUIT

- de zes (6) vertegenwoordigers van de gemeente Oudergem aan te stellen om zitting te nemen in de raad van bestuur van de vennootschap met stemrecht:
 - De heer Mathieu Poma
 - Mevrouw Véronique Tack
 - Mevrouw Joëlle Nuttin
 - De heer Akande Ossen Akibou
 - De heer Martin Willemart
 - Mevrouw Aran Bahrami Kamangar
- twee (2) kandidaten van de gemeentelijke oppositie voor te dragen als adviseur in de raad van bestuur van het bedrijf:
 - De heer Victor Kanyanzira
 - De heer André Decourrière

Deze beraadslaging zal aan En Bord de Soignes scrl en de belanghebbenden worden toegezonden.

7 Remplacement d'un membre du Conseil de l'Action sociale

LE CONSEIL,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale, notamment l'article 17;

Revu sa délibération du 16.12.2024 portant "Élection des membres du Conseil de l'Action Sociale."

(réf. 002/16.12.2024/A/0003)

Vu les désistements de Monsieur Victor Kanyanzira et de Madame Françoise Leroy (lettre du 20.12.2024)

Considérant ce qui suit

L'acte de présentation du conseiller de l'action sociale à remplacer était signé par une membre du conseil communal, Madame Emmanuelle Poznanski.

Madame Emmanuelle Poznanski est toujours membre du Conseil communal

Madame Emmanuelle Poznanski a signé un nouvel acte de présentation, conformément aux articles 2, 4 et 5 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976 relatif à l'élection des membres des Conseils des Centres Publics d'Action Sociale;

Cet acte se présente comme ceci :

CONSEILLERS COMMUNAUX QUI FONT LA PRESENTATION.

Madame Emmanuelle Poznanski

CANDIDAT MEMBRE EFFECTIF

1. Monsieur Sidney Decock, né le 18.12.1956, domicilié chaussée de Wavre 1823 à 1160 Auderghem

CANDIDATS MEMBRES SUPPLEANTS

1. Monsieur Vincent Monnart, né le 27.05.1983, domicilié rue du Docteur 42 à 1160 Auderghem
2. Madame Anne Guillot, née le 03.10.1958, domiciliée rue du Villageois 55 à 1160 Auderghem

Proclame élu Conseiller de l'Action Sociale Monsieur Sidney Decock

Proclame élu suppléants de Monsieur Sidney Decock, Vincent Monnart (premier suppléant) et Madame Anne Guillot (seconde suppléante).

La présente délibération sera adressée en deux expéditions au Collège Juridictionnel de l'Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Vervanging van één lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn

DE RAAD,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976, betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ;

Gelet op zijn beraadslaging van 16.12.2024 houdende "Verkiezing van de leden van de Raad voor maatschappelijk welzijn (ref. 002/16.12.2024/A/0003) ;

Gelet op de intrekkingen van de heer Victor Kanyanzira en van mevrouw Françoise Leroy (brief van 20.12.2024)

Gezien het volgende

De voordracht van de te vervangen lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn is ondertekend door één gemeenteraadslid, Mevrouw Emmanuelle Poznanski.

Mevrouw Emmanuelle Poznanski is nog steeds lid van de gemeenteraad.

Mevrouw Emmanuelle Poznanski heeft een nieuwe voordracht ondertekend, overeenkomstig de artikelen 2, 4 en 5 van het Koninklijk Besluit van 22 november 1976 betreffende de verkiezing van de leden van de Raden van Openbare Centra voor Maatschappelijk Optreden;

Deze daad ziet er zo uit:

GEMEENTERAADSLEDEN DIE DE VOORDRACHT DOEN.

Mevrouw Emmanuelle Poznanski

KANDIDAAT WERKENDE LID

1. De Heer Sidney Decock, geboren op 18.12.1956 en wonende Waversesteenweg 1823, 1160 Oudergem

KANDIDATEN OPVOLGERS

1. De Heer Vincent Monnart, geboren op le 27.05.1983, wonende Dokterstraat 42, 1160 Oudergem
2. Mevrouw Anne Guillot, geboren op 03.10.1958, wonende Dorpelingstraat 65, 1160 Oudergem

Verkozen is tot werkend lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn :

De Heer Sidney Decock

Verkozen is tot opvolgers van de heer Sidney Decock, de Heer Vincent Monnart (eerste opvolger) en Mevrouw Anne Guillot (tweede opvolger)

Dit proces-verbaal zal in dubbel exemplaar overgemaakt worden aan het Rechtscollege van het administratief arrondissement van Brussel-Hoofdstad alsook aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

5 annexes / 5 bijlagen

CPAS_rempalcement_acte_candidature.pdf, KANYANZIRA_LEROY_CPAS_demission.pdf,

GUILLOT_pop.pdf, MONNART_pop.pdf, DECOCK_pop.pdf

8 **Données à caractère personnel : Protocole encadrant le partage des données dans le cadre de la mise à disposition d'un système informatique uniforme de suivi des dossiers des primo-arrivants par la Commission communautaire commune**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale article 234,

Vu le règlement européen sur la protection des données;

Vu l'ordonnance du 11 mai 2017 de la Commission communautaire commune concernant le parcours d'accueil des primo-arrivants (ci-après « l'Ordonnance du 11 mai 2017 ») ;

Vu l'arrêté du Collège réuni du 19 juillet 2018 portant exécution de l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 11 mai 2017 concernant le parcours d'accueil des primo-arrivants ;

Vu l'accord de coopération du 20 décembre 2018 conclu entre la Communauté flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relatif au parcours d'accueil obligatoire des primo-arrivants à Bruxelles-Capitale.

Considérant ce qui suit :

La réglementation impose aux primo-arrivants en région bilingue de Bruxelles-Capitale l'obligation de suivre un parcours d'accueil. Le primo-arrivant peut satisfaire à cette obligation en suivant un parcours d'accueil organisé soit par la Communauté flamande (auprès de l'un des organismes BON (Brussels Onthaalbureau voor inburgering), faisant partie de l'AgII (Agentschap integratie en inburgering), soit par la Commission communautaire française (auprès de l'un des Bapas (bureaux d'accueils agréés et subventionnés par la COCOF)). Les communes détectent quels primo-arrivants sont concernés par cette obligation et contrôlent s'ils satisfont à celle-ci. Quant à la COCOM, elle contrôle l'application de la réglementation relative au parcours d'accueil obligatoire et elle peut imposer des sanctions administratives aux primo-arrivants qui ne satisfont pas à l'obligation.

Dans ce contexte, la COCOM met un système informatique uniforme de suivi des dossiers des primo-arrivants à la disposition des communes de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, des organisateurs agréés du parcours d'accueil et des primo-arrivants.

Un protocole d'échange de données concernant le parcours des primo-arrivants est proposé. Il permet de fixer les responsabilités et obligations de la COCOM et de la commune d'Auderghem concernant le traitement des données à caractère personnel traitées par l'intermédiaire du système informatique (cf. annexes 1 et 2).

La DPO a rendu un avis positif par rapport au protocole d'échange (cf. annexe 3).

Un document d'information aux personnes a été rédigé et sera publié sur le site internet à la page consacré au parcours d'accueil pour les primo-arrivants (cf. annexe 4).

DECIDE

- D'approuver le protocole d'accord d'échange des données concernant le parcours des primo-arrivants,

- De publier le document d'informations aux personnes « parcours d'accueil primo-arrivants » sur le site internet de la commune,
 - De charger la bourgmestre et le secrétaire communal de l'exécution.
-

Persoonsgegevens: Protocol over het delen van gegevens in het kader van het ter beschikking stellen van een uniform computergestuurd systeem voor de opvolging van dossiers van nieuwkomers door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 234,

Gelet op de Europese Verordening Gegevensbescherming,

Gelet op het besluit van 11 mei 2017 van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende het opvangtraject voor nieuwkomers (hierna "het besluit van 11 mei 2017") ;

Gelet op het besluit van de vergadering van het College van 19 juli 2018 tot uitvoering van het besluit van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 11 mei 2017 betreffende het opvangtraject voor nieuwkomers ;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 20 december 2018 gesloten tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende het verplichte opvangtraject voor nieuwkomers in Brussel-Hoofdstad.

Gezien het volgende:

De regelgeving verplicht nieuwkomers in het tweetalige Brussels Hoofdstedelijk Gewest om een onthaalprogramma te volgen. Nieuwkomers kunnen aan deze verplichting voldoen door een opvangprogramma te volgen dat ofwel wordt georganiseerd door de Vlaamse Gemeenschap (bij een van de organisaties Brussels Onthaalbureau voor inburgering), onderdeel van het AgII (Agentschap integratie en inburgering), ofwel door de Franse Gemeenschapscommissie (bij een van de Bapas (door de COCOF erkende en gesubsidieerde opvangkantoren)). De gemeenten identificeren welke nieuwkomers onder deze verplichting vallen en controleren of ze eraan voldoen. De COCOM controleert de toepassing van de regelgeving met betrekking tot het verplichte opvangprogramma en kan administratieve sancties opleggen aan nieuwkomers die niet aan de verplichting voldoen.

In deze context stelt de COCOM een uniform informaticasysteem voor de opvolging van de dossiers van nieuwkomers ter beschikking van de gemeenten van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, de erkende organisatoren van het opvangproces en de nieuwkomers.

Er wordt een protocol voor de uitwisseling van gegevens over nieuwkomers voorgesteld. Daarin worden de verantwoordelijkheden en verplichtingen van de COCOM en de gemeente Oudergem vastgelegd met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens die via het informaticasysteem worden verwerkt (zie bijlagen 1 en 2).

De DPO heeft een positief advies uitgebracht over het uitwisselingsprotocol (zie bijlage 3).

Er is een informatiedocument voor individuen opgesteld dat op de website zal worden gepubliceerd op de pagina die is gewijd aan het opvangproces voor nieuwkomers (zie bijlage 5).

BESLUIT

- Het memorandum van overeenstemming voor de uitwisseling van gegevens over het traject voor nieuwkomers goed te keuren,
- Het informatiedocument voor nieuwkomers op de gemeentelijke website te publiceren,
- De burgemeester en de gemeentesecretaris op te dragen de overeenkomst uit te voeren.

5 annexes / 5 bijlagen

Annexe5_NL_DCP_primosArrivants.docx, Annexe2_NL_Protocolo d'échanges de données Cocom commune version finale.docx, Annexe3_Avis dpo Auderghem primo-arrivants.docx, Annexe1_FR_Protocolo d'échanges de données commune version finale.docx, Annexe4_FR_DCP_primoArrivants.docx

9 Adhésion à l'Intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117;

Vu l'accord de coopération du 13 février 2014 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux intercommunales interrégionales, l'article 2;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation, le Livre V ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, l'article 30 ;

Considérant l'éventail large des missions techniques que les communes doivent assurer, l'évolution constante de la législation et le fait que les communes de petite taille n'ont pas le personnel en capacité de gérer tous ces aspects à tout moment;

Considérant la complexité et les délais de passation des marchés d'études préalable à tout marchés de travaux importants (architecte, ingénieurs stabilité et techniques spéciales, coordinateur sécurité santé, assistant à la maîtrise d'ouvrage, certificateur PEB);

Considérant les compétences de l'Intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques (IGRETEC sprl), Bd Mayence 1 à Charleroi (numéro d'entreprise 0201 741 786) qui a pour objet d'aider les communes à résoudre les problèmes à caractère technique auxquels ils sont confrontés, notamment par des missions de bureau d'études spécialisé en conception, réalisation et mise en œuvre de projets au service de partenaires publics et le soutien par des services support mettant en œuvre des techniques de gestion financière, économique, administrative et juridique;

Considérant que IGRETEC pourrait accompagner les services communaux dans leurs missions ;Considérant qu'il ressort à suffisance que l'autonomie des partenaires participants est pleinement respectée;

Attendu les statuts de IGRETEC joints en annexe;

Considérant que la part à souscrire et libérer par la commune d'Auderghem pour son adhésion se chiffre à 6,20€;

DECIDE :

L'adhésion de la commune de la commune d'Auderghem à l'intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques (IGRETEC sprl), Bd Mayence 1 à Charleroi (numéro d'entreprise 0201 741 786), est approuvée.

La souscription et la libération immédiate d'1 part sociale A1 "communes" dans le capital d'IGRETEC au prix de 6,20€ imputé à l'article 000/12148 du budget ordinaire 2025 sont approuvées.

Toetreding tot de "Intercommunale pour la gestion et la réalisation d'études techniques et économiques"

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;

Gelet op de samenwerkingsakkoord van 13 februrari 2014 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest et het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreffende de gewestgrensoverschrijdende intercommunales, artikel 2 2;

Gelet op de Waalse wetboek voor plaatselijke democratie en decentralisatie, Boek V;

Gelet op de overheidsopdrachtenwet, artikel 30 ;

Gezien het brede scala aan technische taken die gemeenten moeten uitvoeren, de voortdurende evolutie van de wetgeving en het feit dat kleinere gemeenten niet over het personeel beschikken om al deze aspecten te allen tijde te beheren;

Overwegende de complexiteit en de tijd die nodig is om overheidsopdrachten te gunnen voor de studies noodzakelijke voorbereiding en het controle van belangrijke overheidsopdrachten van werken (architect, ingenieurs voor stabiliteit en speciale technieken, coördinator gezondheid en veiligheid,

assistent projectbeheer, PEB-certificateurs)

Gezien het aanbod van intercommunale vennootschap voor het beheeren de uitvoering van technische en economische studies (IGRETEC bvba), Bd Mayence 1, Charleroi (ondernemingsnummer 0201 741 786), die tot doel heeft de plaatselijke overheden te helpen bij het oplossen van de technische problemen waarmee zij worden geconfronteerd, met name door het verstrekken van adviesdiensten die gespecialiseerd zijn in het ontwerpen, uitvoeren en implementeren van projecten voor publieke partners en van ondersteunende diensten waarbij gebruik wordt gemaakt van technieken op het gebied van financieel, economisch, administratief en juridisch beheer;

Overwegende dat IGRETEC de gemeentelijke diensten in hun taken zou kunnen ondersteunen;

Overwegende dat het voldoende duidelijk is dat de autonomie van de deelnemende partners volledig wordt gerespecteerd;

Overwegende dat de statuten van IGRETEC in bijlage zijn opgenomen;

Overwegende dat het aandeel dat door de gemeente Oudergem moet worden onderschreven en gestort voor haar lidmaatschap 6,20€ bedraagt;

BESLIST

De toetreding van de gemeente Oudergem tot de intercommunale vennootschap voor het beheeren de uitvoering van technische en economische studies (IGRETEC bvba), Bd Mayence 1 te Charleroi (ondernemingsnummer 0201 741 786), wordt goedgekeurd.

De inschrijving op en de onmiddellijke vrijgave van 1 "gewoon" aandeel A1 in het kapitaal van IGRETEC tegen een prijs van € 6,20 (ten laste van artikel 000/12148 van de gewone begroting 2025) wordt goedgekeurd.

2 annexes / 2 bijlagen

IGRETEC - présentation adhésion.pdf, IGRETEC - statuts 2021.01.11.pdf

10 **Autorisation d'introduction d'un recours en annulation au Conseil d'Etat contre l'arrêté royal du 29 novembre 2024 accordant une allocation financière de 8.666.874 € aux organismes pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement des mesures judiciaires pour l'année 2024 et contre les décisions individuelles d'octroi de subsides en vue de contester la répartition des subsides fédéraux octroyés au service d'exécution des mesures judiciaires alternatives (SEMJA)**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 270;

Vu la délibération du Collège du 17 décembre 2024 (#002/17.12.2024/B/0019#, BOS 68068) et ses motifs auxquels le Conseil adhère;

DÉCIDE

- d'autoriser le Collège à introduire un recours en annulation au Conseil d'Etat contre l'arrêté royal du 29 novembre 2024 accordant une allocation financière de 8.666.874 € aux organismes pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement des mesures judiciaires pour l'année 2024 et contre les décisions individuelles d'octroi de subsides en vue de contester la répartition des subsides fédéraux octroyés au service d'exécution des mesures judiciaires alternatives (SEMJA)
- de charger la Bourgmestre et le Secrétaire communal de l'exécution de cette décision. communal de l'exécution de cette décision.

Goedkuring van het indienen van een verzoekschrift tot vernietiging van het Koninklike besluit van 29 november 2024 tot toekenning van een financiële toelage van 8.3666.874 € aan organisaties voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor het jaar 2024 om de verdeling van de federale toelage bestemd voor de dienst belast met de begeleiding van alternatieve gerechtelijke maatregelen

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 270;

Overwegende de beraadslaging van het College dd 17 december 2020 (#002/17.12.2024/B/0019#, BOS 68068) en de bijbehorende motivatie die door de Raad wordt overgenomen;

BESLIST

- om het College te machtigen om een verzoekschrift tot vernietiging in te dienen tegen het Koninklijke besluit van 29 november 2024 tot toekenning van een financiële toelage van 8.3666.874 € aan organisaties voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor het jaar 2024 om de verdeling van de federale toelage bestemd voor de dienst belast met de begeleiding van alternatieve gerechtelijke maatregelen
- de Burgemeester en de Secretaris met de uitvoering van deze beslissing te belasten.

2 annexes / 2 bijlagen

INDIVIDUAL_NOTIFICATION_fr_68068.pdf, RECOURS CONSEIL D'ETAT - arrêté subsid SEMJA.pdf

11 **Autorisation d'introduction d'un recours en annulation devant la Cour constitutionnelle à l'encontre de l'ordonnance du 12 décembre 2024 modifiant l'ordonnance du 4 avril 2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale, spécialement l'article 175 § 3**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 270;

Vu la délibération du Collège du 7 janvier 2025 (#002/07.01.2025/B/0015#, BOS 67988) et ses motifs auxquels le Conseil adhère;

DECIDE

- d'autoriser le Collège à introduire un recours en annulation devant la Cour constitutionnelle à l'encontre de l'ordonnance du 12 décembre 2024 modifiant l'ordonnance du 4 avril 2024 portant le Code des finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale, spécialement l'article 175 § 3
- de charger la Bourgmestre et le Secrétaire communal de l'exécution de cette décision.

Goedkeuring van het indienen van een verzoekschrift tot vernietiging bij het Grondwettelijk Hof tegenover de ordonnantie van 12 december 2024 tot wijziging van de ordonnantie van 4 april 2024 houdende de Codex van de openbare financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in 't bijzonder, artikel 175 § 3

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 270;

Overwegende de beraadslaging van het College dd 07 januari 2025 (#002/07.01.2025/B/0015#, BOS 67988) en de bijbehorende motivatie die door de Raad wordt overgenomen;

BESLIST

- om het College te machtigen om een verzoekschrift tot vernietiging bij het Grondwettelijk Hof in te dienen tegenover de ordonnantie van 12 december 2024 tot wijziging van de ordonnantie van 4 april 2024 houdende de Codex van de openbare financiën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in 't bijzonder, artikel 175 § 3
- de Burgemeester en de Secretaris met de uitvoering van deze beslissing te belasten.

1 annexe / 1 bijlage

ordonnance taxe biens domaine public.pdf

12 **Règlement-taxe sur les pompes distributrices de carburant - Prolongation et modification**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, particulièrement les articles 117 et 119 ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le rapport au Conseil communal ;

Vu le Règlement-taxe sur les pompes distributrices de carburant adopté par le Conseil communal en sa séance du 4 mai 2018 ;

DÉCIDE

- de modifier et prolonger le règlement-taxe sur les pompes distributrices de carburant comme suit :
 1. L'article 1er du règlement-taxe est abrogé et modifié comme suit : « Il est établi au profit de la commune d'Auderghem, à partir du 1er janvier 2025 et jusqu'au 31 décembre 2030 une taxe sur les pompes distributrices de carburants de type Essence RON 95 et 98 (E5 et E10) et Gasoil Diesel routier (B7), fixes ou mobiles, accessibles au public et installées sur la voie publique ou sur un terrain privé le long de la voie publique.
 2. L'article 2 est abrogé et modifié comme suit : « La taxe est établie comme suit : 770 € par pistolet distributeur/an
 3. L'article 3 qui traite des exonérations est abrogé.
 4. L'article 4 devient l'article 3 et n'est pas modifié
 5. L'article 5 devient l'article 4 et est abrogé et modifié comme suit : "« La taxe est due par voie de rôle. Le Collège des Bourgmestre et Échevins fait procéder chaque année à un recensement des éléments taxables."
 6. Les articles 6 et 7 deviennent respectivement les articles 5 et 6 sans autre modification.;
- d'approuver la version coordonnée au règlement-taxe reprise en annexe ;
- de transmettre la présente délibération au Ministre régional en charge des pouvoirs locaux ;

Belasting reglement op de brandstofpompen - Verlenging en wijziging

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikels 117 en 119

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen ;

Gezien het verslag aan de gemeenteraad ;

Gelet op het belastingreglement op de brandstofpompen goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 4 mei 2018 ;

BESLIST :

- Het belastingreglement op de brandstofpompen te wijzigen en te verlengen als volgt :
 1. Het artikel 1 van het belastingreglement wordt geschrapt en vervangen door : “Er wordt ten voordele van de gemeente Oudergem, vanaf 1 januari 2025 en tot 31 december 2030, een belasting ingesteld op de pompen van brandstof type Benzine Ron 95 en 98 (E5 en E10) en Gasolie Diesel wegvervoer (B7), vast of verplaatsbaar, toegankelijk voor het publiek en geplaatst op de openbare weg of op een privé terrein langs de openbare weg.”
 2. Het artikel 2 van het belastingreglement wordt geschrapt en vervangen door : “De belasting is als volgt vastgesteld: 770 € per distributiepistool per jaar”
 3. Artikel 3, dat handelt over de vrijstellingen, wordt geschrapt.
 4. Artikel 4 wordt artikel 3 en wordt niet gewijzigd.
 5. Het artikel 5 van het belastingreglement wordt artikel 4 en wordt geschrapt en vervangen door : “De belasting is verschuldigd door inkohiering. Het College van Burgemeester en

Schepenen zal ieder jaar doen overgaan tot een telling van de belastbare elementen”

6. De artikelen 6 en 7 worden zonder verdere wijziging respectievelijk de artikelen 5 en 6;
- de in de bijlage opgenomen gecoördineerde versie van het belastingreglement goed te keuren;
 - deze beraadslaging te bezorgen aan de gewestelijke minister voor Plaatselijke Besturen

3 annexes / 3 bijlagen

Projet 2 rapport_RT_pompes distributrices de carburant.docx, Pompes distributrices de carburant version coordonnée texte ancien et nouveau règlement.docx, Comparaison taux autres communes périphériques pompes distributrices.docx

13 Règlement-taxe sur les emplacements de parcage - prolongation et modification

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, particulièrement les articles 117 et 119 ;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu l'objectif principalement financier consistant à générer des recettes fiscales et les objectifs accessoires poursuivis (voir détails dans le rapport au Conseil communal) ;

Vu le Règlement-taxe sur les emplacements de parcage adopté par le Conseil communal en sa séance du 29 juin 2018 ;

DÉCIDE

- de modifier et prolonger le règlement-taxe sur les emplacements de parcage comme suit :
 1. Le paragraphe 1 du règlement-taxe du 29 juin 2018 sur les emplacements de parcage est abrogé et remplacé par le premier paragraphe suivant : "§1er Il est établi, du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2030, une taxe communale sur les emplacements de parcage destinés au stationnement d'un véhicule motorisé mis à disposition à titre gratuit ou onéreux par toute personne physique ou morale et affectés à l'accueil soit de personnes qui y travaillent quel que soit leur statut, soit de clients, soit de fournisseurs, soit de visiteurs. "
 2. L'article 3 du règlement-taxe du 29 juin 2018 sur les emplacements de parcage est abrogé et remplacé par l'article 3 suivant : "La taxe est fixée à trente-cinq Euros (35 €) par place de parcage. La taxe est due pour l'année entière. Toutefois, si la mise à disposition des emplacements de parcage commence ou se termine en cours d'année, la taxe est due pour la période couverte par cette mise à disposition. Tout trimestre entamé est considéré comme un trimestre entier."
 3. Un nouvel article 4 spécifique aux exonérations est créé et deux nouvelles causes d'exonération sont ajoutées. Le nouvel article 4 est rédigé comme suit : "La taxe n'est pas due pour :
 1. L'emplacement de parcage réservé gratuitement à des voitures partagées;
 2. l'emplacement de parcage réservé gratuitement aux utilisateurs d'un dispositif de recharge électrique universel rapide qui y est installé ;
 3. L'emplacement de parcage réservé gratuitement aux personnes titulaires d'une carte de dérogation pour personnes handicapées
 4. L'emplacement de parcage réservé gratuitement aux véhicules de secours (pompiers, ambulances, urgences, etc.)"
 4. Les articles 4 et 5 du règlement-taxe du 29 juin 2018 sur les emplacements de parcage sont abrogés et remplacés par les articles 5 et 6 rédigés comme suit : "Article 5. L'administration communale envoie au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'Administration Communale, au plus tard le 15 janvier qui suit l'exercice concerné. La déclaration vaut jusqu'à révocation. En cas de

modification de la situation imposable, une nouvelle déclaration devra être établie spontanément par le contribuable dans un délai d'un mois prenant cours le jour de la modification." "Article 6. §1er L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose. Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque. L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure. §2 Les cotisations enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel ;
 - deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel ;
 - à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office " ;
- d'approuver la version coordonnée au règlement-taxe reprise en annexe ;
 - de transmettre la présente délibération au Ministre régional en charge des pouvoirs locaux ;

Belasting reglement op parkeerplaatsen - verlenging en wijziging

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer bepaald artikels 117 en 119

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen ;

Gezien de hoofdzakelijk financiële doelstelling om belastinginkomsten te realiseren en de bijkomende doelstellingen die worden nagestreefd (zie details in het verslag aan de gemeenteraad) ; Gelet op het belastingreglement op parkeerplaatsen goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 29 juni 2018 ;

BESLIST :

- Het belasting reglement op parkeerplaatsen te wijzigen en verlengen als volgt :
 1. Het eerste lid van het belasting reglement op parkeerplaatsen van 29 juni 2018 wordt geschrapt en vervangen door het volgende eerste lid: "§1 Er wordt vanaf 1 januari 2025 tot en met 31 december 2030 een gemeentebelasting gevestigd op de parkeerruimten die bestemd zijn voor het plaatsen van een gemotoriseerd voertuig, gratis of betalend ter beschikking gesteld door iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon en bestemd voor het onthaal van hetzij personen die er werken ongeacht hun statuut, hetzij klanten, hetzij leveranciers, hetzij bezoekers."
 2. Het artikel 3 van het belasting reglement op parkeerplaatsen van 29 juni 2018 wordt geschrapt en vervangen door het volgende artikel 3 : "§1 De belasting wordt bepaald op vijfendertig euro (35€) per parkeerplaats.§2 De belasting is verschuldigd voor het hele jaar.Wanneer het ter beschikking stellen van parkeerplaatsen echter in de loop van het jaar begint of eindigt, zal de belasting verschuldigd zijn voor de periode die gedekt wordt door deze terbeschikkingstelling. Ieder begonnen trimester wordt beschouwd als een volledig trimester."
 3. Er is een nieuw artikel 4 over vrijstellingen ingevoerd en er zijn twee nieuwe vrijstellingsgronden toegevoegd. Het nieuwe artikel 4 luidt als volgt: "De belasting wordt niet verschuldigd :

1. voor parkeerplaats gratis ter beschikking gestelde voor autodelen ;
 2. voor de parkeerplaats die gratis is voorbehouden voor gebruikers van een universele snelle elektrische oplaadrichting die op die ruimte is geïnstalleerd
 3. De parkeerplaats gratis voorbehouden voor houders van een vrijstellingskaart voor gehandicapten
 4. De parkeerplaats gratis voorbehouden voor voertuigen van hulpdiensten (brandweer, ziekenwagen, enz.)”
4. De artikels 4 en 5 van het belasting reglement op parkeerplaatsen van 29 juni 2018 worden geschrapt en vervangen door de volgende artikels 5 en 6 als volgt :“ARTIKEL 5 Het gemeentebestuur stuurt naar de belastingplichtige een aangifteformulier dat degelijk ingevuld en ondertekend moet teruggezonden worden, binnen de termijn van een maand ingaande op de datum van verzending. De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontving wordt verondersteld dit formulier bij het gemeentebestuur aan te vragen, ten laatste op de 15de januari die volgt op het betreffende dienstjaar. De verklaring geldt tot herroeping. In geval van wijziging van de belastbare situatie dient spontaan een nieuwe aangifte te gebeuren door de belastingplichtige binnen een termijn van tien dagen in voege tredend op de dag van de wijziging.”“ARTIKEL 6 § 1 Indien geen aangifte gedaan wordt binnen de gestelde termijn of ingeval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de elementen waarover het gemeentebestuur beschikt. Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve aanslag, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij ter post aangetekend schrijven in kennis van de redenen waarom het zijn toevlucht neemt tot deze procedure, de elementen waarop de belastingheffing is gebaseerd, de wijze waarop deze elementen bepaald werden en het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen die begint te lopen op de derde werkdag na de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk over te maken. De belastingplichtige dient het bewijs te leveren dat de elementen die hij inroept correct zijn. Het gemeentebestuur gaat over tot de ambtshalve inkohiering van de belasting als de belastingplichtige bij het verstrijken van deze termijn geen opmerkingen heeft overgemaakt die de annulering van deze procedure zouden rechtvaardigen. § 2 De ambtshalve ingekohierde bijdragen worden als volgt verhoogd:
- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of als dusdanig beschouwde recht;
 - tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of als dusdanig beschouwde recht;
 - vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of als dusdanig beschouwde recht;
- Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie boekjaren volgend op het boekjaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.”
- de in de bijlage opgenomen gecoördineerde versie van het belastingreglement goed te keuren;
 - deze beraadslaging te bezorgen aan de gewestelijke minister voor Plaatselijke Besturen;

5 annexes / 5 bijlagen

Emplacements de parcage version coordonnée règlement FR-NL.docx, 221121 Consultation - Taxes communales - Emplacements de parcage.pdf, Rapport_Emplacements de parcage.docx, Rapport_Emplacements de parcage_NL.pdf, Comparaison taux autres communes périphériques pompes distributrices.docx

14 Marché public de services de nettoyage des bâtiments communaux réservé à l'économie sociale d'insertion - Procédure ouverte avec publication européenne - Approbation du cahier des

charges et des autres documents du marché

Le CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 234 § 1 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant que la Commune d'Auderghem souhaite conclure un marché de service de nettoyage des bâtiments communaux avec un objectif de durabilité social et environnemental. Considérant que le marché actuel arrive à son terme en 2025 et qu'il est nécessaire de relancer la concurrence. Le marché a une durée de un an et sera évalué annuellement et potentiellement reconduit à maximum deux reprises. Vu que la valeur estimée du marché se calcule toute(s) reconduction(s) comprise(s) en application de l'article 7 §1 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 visé ci-dessus et que dès lors l'estimation de la dépense se fait sur la durée maximale du marché égale trois ans.

Considérant que la valeur estimée du marché tous les lots compris est de 116.800,00 € TVAC par an soit 350.400,00 € TVAC sur la durée potentielle totale du marché. Cette estimation est répartie comme suit : 111.800,00 € TVAC / an (maison communale, parking bibliothèques et ludothèques) + 5.000,00 € TVAC / an (bâtiment service prévention).

Considérant qu'un budget suffisant a été prévu aux articles 104/12406 et 300/12502 du budget ordinaire 2025.

DÉCIDE :

- de valider le Cahier des charges n° JUR/1-2025 ayant pour objet "Nettoyage des bâtiments communaux" (marché réservé à une entreprise d'économie sociale) selon la procédure ouverte avec publication européenne (marché de un an reconductible deux fois) ainsi que les autres documents du marché ;

- de valider l'avis de publication repris en annexe ;

- d'approuver la dépense estimée de 350.400,00 € TVAC

- de prévoir des crédits budgétaires équivalents à ce montant aux budgets 2026 et 2027 sous réserve des reconductions potentielles du marché public ;

- de transmettre la présente délibération au Ministre en charge des pouvoirs locaux.

Overheidsopdracht voorbehouden aan de sociale ondernemingen betreffende de reiniging diensten van de gemeentelijke gebouwen - Openbare procedure met Europese bekendmaking - Goedkeuring van het bestek en van de andere documenten van de opdracht

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 234§1 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Overwegende dat de gemeente Oudergem een opdracht van diensten wenst toe te wijzen voor de schoonmaak van de gemeentelijke gebouwen met het oog op sociale en ecologische duurzaamheid.

Overwegende dat de huidige opdracht in 2025 afloopt en dat het noodzakelijk is om de mededinging opnieuw te laten starten. De opdracht heeft een looptijd van één jaar en zal jaarlijks worden geëvalueerd en eventueel tweemaal worden verlengd. Gezien dat de geraamde waarde van de opdracht is berekend alle verlengingen inbegrepen in toepassing van artikel 7 §1 van het voornoemde koninklijk besluit van 18 april 2017 en dat derhalve de geraamde waarde van de opdracht bepaald is over de maximale duur van de opdracht gelijk aan drie jaar.

Aangezien de geraamde waarde van de opdracht, inclusief alle percelen, 116.800,00 euro inclusief btw per jaar bedraagt, dus 350.400,00 euro inclusief btw over de potentiële totale looptijd van de opdracht. Deze schatting kan als volgt worden uitgesplitst 111.800,00 incl. BTW per jaar (gemeentehuis, bibliotheek en ludothek) + 5.000,00 incl. BTW/jaar (gebouw preventiedienst). Overwegende dat er voldoende budget is voorzien in de artikelen 104/12406 en

300/12502 van de gewone begroting 2025.

BESLIST :

- Om het lastenboek n° JUR/1-2025 met als voorwerp “Reiniging van de gemeentelijke gebouwen”(opdracht voorbehouden aan een sociale onderneming) en de andere opdracht documenten goed te keuren volgens de openbare procedure met Europese bekendmaking (opdracht van één jaar met twee verlengingen) ;
- om de in bijlage aankondiging goed te keuren ;
- de geraamde uitgaven van 350 400,00 euro, inclusief btw, goed te keuren ;
- in de begrotingen voor 2026 en 2027 kredieten ter hoogte van dit bedrag te voorzien, onder voorbehoud van mogelijke verlengingen van het overheidscontract;
- Om deze beraadslaging aan de Minister belast met de plaatselijke besturen te verzenden

2 annexes / 2 bijlagen

CSC JUR 1- 2025 NL.pdf, CSC_JUR 1-2025 FR.pdf

15 **Triomphe 160 - Travaux de parachèvement - Aménagements intérieurs - Marché de travaux par procédure ouverte - Approbation du Cahier des charges et de la dépense**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, l'article 234 § 1^{er};

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du 30 mars 2021 du Collège des bourgmestre et échevins ayant pour objet "construction d'un bâtiment public - Approbation de l'avant-projet" (002/22.12.2022/A/0016) ;

Vu la délibération du 26 septembre 2023 du Collège attribuant le marché de conception des aménagements intérieurs au bureau d'architecture Arcanne (002/26.09.2023/B/0013) ;

Vu la délibération du 14 mai 2024 approuvant l'avant-projet détaillé (002/14.05.2024/B/0018) ;

Considérant ce qui suit :

En date du 2 février 2022, le fonctionnaire délégué a délivré à la Commune d'Auderghem le permis d'urbanisme ayant pour objet : "*la construction d'un bâtiment public regroupant des équipements d'intérêt collectif sur le terrain Boulevard du Triomphe 150-160*" (référence 02/PFD/1786244) ;

Le marché de travaux partiellement casco a été attribué en décembre 2022 à l'entreprise Jacques Delens (002/13.12.2022/B/0017) ;

En date du 24 octobre 2023, le fonctionnaire délégué a délivré à la Commune d'Auderghem le permis d'urbanisme modifiant la répartition des différentes destinations, le noyau de circulation et les façades d'un immeuble d'équipements d'intérêt collectif (référence 02/PFD/1895334) ;

En date du 26 septembre 2023, le marché de conception des aménagements intérieurs a été attribué au bureau d'architecture Arcanne ;

En date du 14 mai 2024, l'avant-projet détaillé de l'aménagement intérieur du bâtiment a été approuvé. Afin de faire connaître nos intentions de lancer prochainement un marché de travaux de parachèvements pour les aménagements intérieurs du bâtiment, un avis de pré information a été publié.

L'estimation des travaux (options comprises) a été actualisée et s'élève à 1.428.845,73 € HTVA soit 1.728.903,33€ TVAC ;

Il est nécessaire de prévoir une marge d'imprévision de 15 % à savoir 259.335,50 euros. Dès lors l'estimation TVA, options et pourcentage d'imprévision compris s'élève à 1.988.238,83€ TVAC ;

Considérant qu'un budget de 2.335.000€ est prévu à l'article 100/72460 du budget extraordinaire 2025 ;

Vu le cahier spécial des charges du marché public de travaux n°CSC01/CA2025 ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de travaux passé par procédure ouverte ;

Vu l'avis de marché repris en annexe ;

DÉCIDE :

- d’approover le cahier des charges n° CSC01/CA2025 ayant pour objet : « Travaux de parachèvements (aménagement intérieurs) - Triomphe 150-160 » et les documents de marché ci-annexés ;
- d’approover la procédure ouverte comme mode de passation de ce marché ;
- d’approover l’avis de publication de marché en annexe ;
- de prévoir 15% de supplément pour les imprévus.
- d’approover la dépense, estimée à 1.428.845,73€ HTVA soit 1.728.903,33€ TVAC et marge d’imprévision de 15 % pour un total de 1.988.238,83€ TVAC;
- d’imputer cette dépense sur l’article 100/72460 du budget extraordinaire 2025 ;
- de désigner monsieur Olivier Van Roye comme fonctionnaire dirigeant ;

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région Bruxelloise en charge des pouvoirs locaux.

Triompf 160 - Afwerkingswerkzaamheden - Binneninrichting- Opdracht voor werken via openbare procedure - Goedkeuring van de aanbestedingsdocumenten & goedkeuring van de uitgaven

De RAAD,

Gelet op de gemeentewet, artikel 234 §1st ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 inzake de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op de beraadslaging van 30 maart 2021 van het College van burgemeester en schepenen met als voorwerp: “de bouw van een openbaar gebouw Goedkeuring van het voorontwerp” (referentie 002/30.03.2021/B/0046);

Gelet op de beraadslaging van 26 september 2023 van het College van burgemeester en schepenen met als voorwerp: "Gunning van de opdracht voor het inrichtingontwerp aan het architectenbureau Arcanne"; (referentie 002/26.09.20213/B/0013)

Gelet op de beraadslaging van 14 mei 2024 tot goedkeuring van het gedetailleerde voorontwerp (002/14.05.2024/B/0018) ;

Overwegende dat:

Op 2 januari 2022 heeft de gemachtigde ambtenaar aan de gemeente Oudergem een stedenbouwkundige vergunning afgeleverd voor: "Bouw van een openbaar gebouw met hergroepering van uitrustingen van collectief belang op het perceel Boulevard du Triomphe 150-160 (referentie 02/PFD/1786244) ;

De opdracht voor de werken aan het volledige casco werd in december 2022 toegekend aan Jacques Delens (002/13.12.2022/B/0017) ;

Op 24 oktober 2023 heeft de gemachtigde ambtenaar aan de gemeente Oudergem een stedenbouwkundige vergunning afgeleverd voor "wijzigen van de verdeling van de verschillende bestemmingen, van de circulatiekern en gevels van een gebouw voor voorzieningen van collectief belang (wijziging van de vergunning 02/PFD/17866244) (referentie 02/PFD/1895334) ;

Op 26 september 2023 werd de opdracht voor het ontwerp van de binneninrichting gegund aan het architectenbureau Arcanne.

Op 14 mei 2024 werd het gedetailleerde voorontwerp voor de inrichting van het gebouw goedgekeurd. Om bekendheid te geven aan ons voornemen om binnenkort een opdracht te lanceren voor de voltooiing van de binneninrichting van het gebouw, is een vooraankondiging gepubliceerd.

De raming van de werkzaamheden (opties inbegrepen) is geactualiseerd tot € 1.428.845,73 exclusief BTW – € 1.728.903,33 inclusief BTW ;

Overwegende dat moet worden voorzien in een marge van 15% voor onvoorziene werken (259.335,50€), zodat de raming inclusief BTW en percentage voor onvoorziene werken € 1.988.238,83 bedraagt;

Overwegende dat in artikel 100/72460 van de buitengewone begroting 2025 een budget van € 2.335.000 is opgenomen;

Gelet op het bestek voor werken n°CSC01/CA2025;

Overwegende dat de overheidsopdracht van werken geplaatst is door de openbare procedure;

Gezien de aankondiging van de opdracht in bijlage;

BESLIST :

- het bestek n°CSC01/CA2025 betreffende “Afwerkingswerkzaamheden - Binnenrichting - Triomflaan 150 - 160”, goed te keuren;
- de openbare procedure als plaatsingsprocedure goed te keuren;
- de in bijlage aankondiging van de opdracht goed te keuren;
- 15 % van het bedrag te voorzien voor onvoorziene werken.
- de uitgaven goed te keuren, die geraamd op 1.428.845,73€ exclusief BTW - 1.728.903,33€ inclusief BTW en marge van onvoorzienbaarheid van 15% voor een totaal van 1.988.238,83€ inclusief BTW ;
- deze uitgaven op artikel 100/72460 van de begroting 2025 te imputeren;
- de Heer Olivier Van Roye aan te stellen als leidend ambtenaar ;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de plaatselijke besturen.

28 annexes / 28 bijlagen

0882-2024.CSC_EL_20200037.02_250107_CSE - NL.pdf, TRIOMPHE_INT_CCH NL_20241219b.pdf, FINAL - FR CSC01- Travaux parachèvement - Triomphe.pdf, 20200037_CS01_PLAN DE PRINCIPE CS NIV.SS A TOITURE_MABOES-241211.pdf, TRI_avis_SIAMU_20230531.pdf, TRI_INT_borderel_20241219_NL_b.xlsx, Avis publication.pdf, CSC_CS_20200037.02_250107_CSE.pdf, 20200037_SA01_PLAN DE PRINCIPE SA NIV.SS A TOITURE_JPEOES_241211.pdf, TRIOMPHE_EXE_INT_1_05_20241219b.pdf, Permis modificatif.pdf, TRIOMPHE_INT_CCH_FR_20241219b.pdf, TRIOMPHE_EXE_INT_1_03_20241219b.pdf, 0882-2024.CSC_CS_20200037.02_250107_CSE - NL.pdf, Permis.pdf, TRIOMPHE_EXE_INT_1_01_20241219b.pdf, TRIOMPHE_EXE_INT_1_06_20241219b.pdf, Avis publication NL.pdf, CSC_EL_20200037.02_250107_CSE.pdf, TRI_INT_bordereau_20241219_FR_b.xlsx, 20200037_EL01_PLAN DE PRINCIPE EL NIV.SS A TOITURE_30-05-2024_MABOES-241204.pdf, TRI_avis SIAMU 20210809.pdf, FINAL NL CSC01 - Voltooiingen werken - Triomphe.pdf, Avis de préinformation FR.pdf, Avis de préinformation NL.pdf, TRIOMPHE_EXE_INT_1_02_20241219b.pdf, TRIOMPHE_EXE_INT_1_04_20241219b.pdf, Avis pompier 22.04.2024.pdf

Recette - Ontvangerij

16 Seniors Auderghem asbl - Exercice 2023 - Compte

Le Conseil

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l’octroi et de l’emploi de certaines subventions et plus spécialement en ce qui concerne l’article 3 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l’article 117,

Décide

d’approuver le compte de l’a.s.b.l. Seniors Auderghem - exercice 2023.

La présente délibération sera transmise sous forme de bref exposé à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Senioren Oudergem vzw - Dienstjaar 2023 - Rekening

De Raad

Gezien de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, en meer bepaald wat artikel 3 betreft ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meerbepaald artikel 117,

Beslist

de rekening van de v.z.w. Senioren Oudergem dienstjaar 2023 goed te keuren;

Onderhavige beraadslaging zal, onder vorm van beknopte omschrijving overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

3 annexes / 3 bijlagen

Seniors - Rapport d'activités - 2023.pdf, Rapport - Seniors Auderghem - Compte 2023.doc, Seniors Auderghem - compte 2023.pdf

Environnement - Leefmilieu

17 **Convention de partenariat avec CF2M/CF2D : mise en place de points de collectes pour la valorisation des déchets électriques et électroniques - Approbation**

LE CONSEIL,

- Vu les articles 117 et suivants de la nouvelle loi communale ;
- Vu le succès des éditions précédentes de l'action annuelle de collecte de matériel informatique et électronique visant à encourager le recyclage, organisées par la commune d'Auderghem en collaboration avec le prestataire CF2M/CF2D ;
- Vu le souhait du service Environnement de pérenniser cette action et d'en faciliter son organisation, en proposant une convention de partenariat avec CF2M/CF2D reconductible sur plusieurs années, tout en permettant une flexibilité dans la définition des dates de l'action chaque année ;
- Vu **la convention en annexe** ;
- Vu que la convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature. Qu'elle est **reconductible tacitement chaque année**, sauf dénonciation par l'une des parties avec un préavis de 3 mois avant l'échéance annuelle (fixée au 31 décembre) ;
- Vu que les dates exactes de l'action de collecte pour chaque année seront définies d'un commun accord entre les deux parties, avec l'approbation de la Bourgmestre pour la Commune ;
- Vu qu'en cas de non-accord sur les dates ou en cas de dénonciation de la convention, celle-ci prendra fin à l'échéance annuelle sans préjudice pour les parties ;
- Vu que, pour son édition 2025, les dates de l'action ont été fixées du 20 au 31 janvier d'un commun accord entre les deux parties ;
- Vu que, conformément aux modalités des éditions précédentes, le partenaire CF2M/CF2D :
 - mettra à disposition des containers adaptés aux locaux mis à disposition par la commune, les deux points de collectes prévus étant situés :
 - au sein du Centre Scolaire du Souverain ;
 - au rez-de-chaussée de la maison communale (niveau 0 – service Population) ;
 - s'engage à effectuer l'enlèvement du contenu des containers à la fin de la période définie ou sur demande expresse de la commune. La collecte sera réalisée à titre gratuit ;
 - fournira un relevé global des déchets collectés.
- Vu que CF2M/CF2D et le service juridique ont validé le projet de convention.

DÉCIDE :

- d'approuver la convention de partenariat entre la commune d'Auderghem et CF2M/CF2D pour la mise en place de points de collecte pour la valorisation de déchets électriques et électroniques (en annexe).

Partnerschapsovereenkomst met CF2M/CF2D : oprichting van inzamelpunten voor de nuttige toepassing van elektrisch en elektronisch afval – Goedkeuring

DE RAAD,

- Gelet op de artikelen 117 en volgende van de nieuwe gemeentewet;
- Gelet op het succes van de vorige edities van de jaarlijkse inzamelactie van IT- en elektronisch materiaal, georganiseerd door de gemeente Oudergem in samenwerking met de dienstverlener CF2M/CF2D, die gericht is op het bevorderen van recyclage;
- Gelet op de wens van de dienst Milieu om deze actie voort te zetten en de organisatie ervan te vergemakkelijken door een meerjarige samenwerkingsconventie met CF2M/CF2D voor te stellen, waarbij flexibiliteit wordt geboden voor de jaarlijkse vaststelling van de actiedata;
- Gelet op **de overeenkomst in bijlage**;
- Gelet op dat de conventie wordt afgesloten voor een periode van één jaar vanaf de ondertekening **ervan en stilzwijgend jaarlijks wordt verlengd**, tenzij een van de partijen deze opzegt met een opzegtermijn van drie maanden vóór de jaarlijkse vervaldatum (vastgesteld op 31 december);
- Gelet op het feit dat de exacte data van de inzamelactie jaarlijks in onderling overleg tussen beide partijen worden vastgesteld, met goedkeuring van de Burgemeester voor de gemeente;
- Gelet op het feit dat, bij gebrek aan overeenstemming over de data of bij opzegging van de conventie, deze eindigt op de jaarlijkse vervaldatum zonder nadeel voor de partijen;
- Gelet op het feit dat de data voor de editie van 2025 van de actie in onderling overleg tussen beide partijen zijn vastgesteld op 20 tot en met 31 januari;
- Gelet op het feit dat, in overeenstemming met de modaliteiten van de vorige edities, de partner CF2M/CF2D:
 - geschikte containers zal ter beschikking stellen voor de door de gemeente beschikbaar gestelde ruimtes, waarbij de twee inzamelpunten zich bevinden:
 - in het Centre Scolaire du Souverain;
 - op de benedenverdieping van het gemeentehuis (niveau 0 - dienst Bevolking);
 - zich ertoe verbindt de inhoud van de containers op het einde van de vastgelegde periode of op uitdrukkelijk verzoek van de gemeente op te halen. De inzameling zal kosteloos worden uitgevoerd;
 - een globaal overzicht van het ingezamelde afval zal verstrekken.
- Gelet op dat CF2M/CF2D en de juridische dienst het overeenkomstvoorstel hebben goedgekeurd.

BESLUIT:

- om de partnerschapsovereenkomst met CF2M/CF2D voor de oprichting van inzamelpunten voor de nuttige toepassing van elektrisch en elektronisch afval goed te keuren (in bijlage).

1 annexe / 1 bijlage

Convention de partenariat_CF2M-CF2D_Auderghem_FINAL.pdf

Sport - Sport

18 Règlement d'occupation et d'ordre intérieur du Stade communal - Modification

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

Vu le règlement d'occupation et d'ordre intérieur du Stade communal en vigueur;

Conformément à la modification législative du 5 avril 2024 étendant le champ d'application de la loi du 22 décembre 2009, sur l'interdiction de fumer sur les terrains de sport ainsi que dans toutes zones de supporters environnantes.

DECIDE

d'adopter le règlement d'occupation et d'ordre intérieur du Stade communal suivant:

Art 1.

Le présent règlement est d'application dans les locaux et annexes du Stade Communal d'Auderghem sise chaussée de Wavre 1854 à 1160 Bruxelles.

Il s'applique à toutes les personnes qui fréquentent le Stade.

Ce règlement sera affiché à l'entrée du Stade et chacun est censé en avoir pris connaissance.

Art 2.

L'occupation du Stade est subordonnée à l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Auderghem et au strict respect de l'horaire d'occupation établi par lui.

Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire sous forme d'un titre personnel et incessible qui n'engage pas la responsabilité de la commune et sont révocables.

Elles peuvent être retirées à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige.

Elles peuvent aussi être suspendues ou retirées par le collège des bourgmestre et échevins lorsque leur titulaire commet une infraction au présent règlement ou au règlement général de police, conformément à la procédure prévue à l'article 119bis de la Nouvelle loi communale sans que le bénéficiaire puisse prétendre à une indemnité.

Les bénéficiaires doivent se conformer strictement aux prescriptions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'utilisation de celle-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publique.

La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

L'acte d'autorisation doit être disponible sur les lieux mis à disposition et être exhibée à toute réquisition de la police ou de toute autre personne habilitée.

Art 3.

L'autorisation d'occupation est subordonnée au paiement d'une taxe fixée par le règlement fixant les taxes pour l'occupation des biens communaux.

Art 4.

Les demandes d'occupation permanentes qui concernent les occupations hebdomadaires régulières ou la participation à un championnat officiel de la saison suivante doivent toujours être introduites le plus tôt possible et, en tout cas, avant le 30 juin de la saison précédente.

Après cette échéance et en cours de saison, les réservations se feront en tenant compte des heures laissées libres par les championnats et les occupations hebdomadaires programmées.

Le planning est affiché à l'avance au local de réception des terrains et des réservations pour les heures encore disponibles peuvent se faire après contact avec le service des Sports de l'Administration communale ou **via l'application BigCaptain.**

Art 5.

Les terrains sont accessibles conformément aux conventions de mise à disposition de terrains conclue avec la « Royale Union de Football Association d'Auderghem » **et avec le « Brussels Citizens Rugby »** ainsi qu'aux autorisations dûment accordées et au tableau horaire d'occupation arrêté par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Toute modification de cet horaire est de la compétence du Collège des Bourgmestre et Echevins, lequel se réserve le droit de le modifier de sa propre initiative si les nécessités de fonctionnement ou de gestion l'exigent.

Art 6.

Le titulaire de l'autorisation ne peut donner aux terrains aucune autre destination que celle pour laquelle l'autorisation lui a été accordée. Il est tenu d'occuper, à l'exclusion de toute autre, l'aire sportive qui lui a été attribuée.

Il ne peut non plus, de sa propre initiative, modifier la durée de l'occupation qui lui a été octroyée.

Art 7.

Le titulaire d'une autorisation d'occuper un terrain ne peut céder sans l'accord du Collège des Bourgmestre et Echevins cette autorisation à d'autres personnes ou groupements.

Art 8.

Toute modification d'horaire des activités, qu'elle soit permanente ou occasionnelle (réservation, annulation, changement de jour ou d'heure) devra être sollicitée auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins au moins quinze jours à l'avance.

Dans la mesure du possible, les modifications seront intercalées dans l'horaire établi en tenant compte du calendrier et des conventions de mise à disposition de terrains conclue avec la « Royale Union de Football Association d'Auderghem » et le « Brussels Citizens Rugby ».

Les groupements intéressés par ces changements devront s'efforcer d'organiser leurs activités en fonction de ces modifications indépendantes de la volonté du Collège des Bourgmestre et Echevins et dont celui-ci ne pourra être rendu responsable.

Art 9.

Les titulaires d'autorisations d'occupation devront avoir fait couvrir leur responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers (autres occupants ou usagers comme personnes extérieures) et aux biens, équipements et installations mis à disposition par une police d'assurance.

Art10.

Le titulaire de l'autorisation d'occupation reste toujours personnellement responsable vis-à-vis des tiers et de n'importe quelle autorité ou administration.

Il est tenu, le cas échéant, de payer taxes, impôts, droits d'auteurs et autres redevances éventuelles qu'entraîneraient ses activités, en ce compris la pratique de sports.

Art11.

Les titulaires d'autorisations d'occupation sont, pendant la durée de l'occupation, responsables de tout dommage causé, tant aux locaux eux-mêmes qu'à leurs dépendances et à l'équipement, aussi bien par les affiliés que par toute autre personne des clubs adverses.

Tout dommage causé entraînera l'indemnisation intégrale par le titulaire de l'autorisation, sans préjudice de sanctions administratives qui pourraient également être prises.

Art12.

Les groupements sans personnalité juridique utilisant les terrains devront désigner une personne qui sera responsable vis-à-vis du Collège des Bourgmestre et Echevins de l'application du présent règlement et du respect des consignes et recommandations qui pourraient être faites par toute personne qualifiée.

Art13.

On ne peut utiliser les aires de jeux qu'en portant des chaussures de sport adéquates selon les terrains : les semelles avec cales, studs et spikes sont autorisées sur les terrains en herbe mais interdites sur les terrains synthétiques.

Il est interdit de nettoyer ses chaussures dans les douches, les vestiaires et les couloirs d'accès.

Art14.

L'accès aux terrains n'est permis qu'aux personnes dont la présence est indispensable au bon déroulement des entraînements et des compétitions.

Les accompagnants, qu'ils soient membres de clubs sportifs ou simple spectateur, doivent se tenir, soit dans les tribunes, soit dans la Cafétéria, soit dans une zone qui leur est ponctuellement réservée et qui doit être déterminée de commun accord avec le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Si des accompagnants sont ainsi exceptionnellement acceptés sur les terrains, ils le sont sous l'entière responsabilité du titulaire de l'autorisation d'occupation et doivent être encadrés par celui-ci.

Art15.

Les utilisateurs des terrains ne peuvent se déshabiller ou se vêtir que dans les locaux destinés à cet effet. Une liste des vestiaires à occuper est affichée, les utilisateurs sont tenus de la respecter scrupuleusement.

En cas d'occupation simultanée d'un même vestiaire par plusieurs titulaires d'autorisations d'occupation, ils doivent faire grouper les vêtements de leurs adhérents afin de faciliter l'installation des autres sportifs.

Art16.

Chaque titulaire de l'autorisation d'occupation est aussi responsable de la bonne utilisation des vestiaires, des douches et du respect du présent règlement par les clubs «visiteurs».

Art17.

L'autorisation d'occuper les locaux sportifs implique l'autorisation d'utiliser, suivant le tableau d'occupation, les parties des vestiaires et des douches nécessaires, et ce, pendant le temps strictement indispensable, à savoir, au maximum une demi-heure avant et une demi-heure après la durée de l'activité.

Art18.

Les titulaires d'autorisations d'occupation et les personnes dont ils répondent doivent veiller à ne pas perturber les activités des autres personnes autorisées à occuper les locaux. A cet effet, ils veilleront à n'utiliser que le terrain qui leur a été attribuée ; ils commenceront et termineront leurs propres activités aux heures prévues, en ce compris la pose et la remise en place du matériel.

Ils s'organiseront aussi pour libérer les vestiaires et les douches dans les délais prescrits à l'article 17.

Art19.

Les personnes, joueurs ou spectateurs, qui par leur comportement, nuiraient à la bonne tenue ou au bon fonctionnement de l'établissement ou qui ne respecteraient pas les prescriptions réglementaires et recommandations qui leur sont faites, pourraient être expulsées et l'accès de l'établissement pourrait leur être interdit, soit temporairement, soit définitivement.

Art20.

Les titulaires d'autorisations d'occupation doivent procéder, suivant les directives données, à la mise en place ainsi qu'au démontage et au rangement, aux endroits prévus, du matériel qui leur est nécessaire. Ces opérations doivent se faire à l'intérieur de la plage horaire qui a été attribuée au club et sans dépasser leur heure de fin d'activité.

Le titulaire de l'autorisation d'occupation est tenu de surveiller le bon déroulement de ces opérations. Il veillera aussi à ce que le matériel ne soit ni poussé, ni traîné par terre afin d'éviter toute détérioration des terrains.

Art21.

Afin d'éviter des accidents et une détérioration rapide du matériel, tout titulaire d'autorisation d'occupation est prié d'informer, le plus tôt possible, le Collège des Bourgmestre et Echevins de toute défectuosité constatée au niveau des équipements.

Art22.

Le matériel éventuellement apporté sur les terrains l'est au propre risque des titulaires d'autorisations d'occupation et moyennant autorisation préalable. Si ce matériel reste en permanence dans les locaux et est normalement accessible, il est à la disposition de toute personne autorisée à occuper les locaux.

Art23.

En cas d'accord par le Collège des Bourgmestre et Echevins, le titulaire d'autorisation d'occupation et toute personne dont il répond qui quitte le Stade alors qu'il n'y a pas d'occupation immédiatement après lui doit éteindre l'éclairage, fermer les robinets et douches, mettre les radiateurs hors gel et impérativement fermer l'accès au Stade avec les moyens mis à sa disposition.

Sa responsabilité est engagée en cas d'occupation illicite ou d'accident qui surviendrait suite à un défaut de fermeture de ces locaux.

Art24.

Les manifestations revêtant un caractère exceptionnel feront l'objet d'un examen particulier, dans chaque cas, par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Pour ces manifestations, un règlement séparé définira les conditions dans lesquelles elles doivent se dérouler.

Art25.

L'utilisation des terrains et locaux par des sportifs individuels non organisés pourra être autorisée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Art26.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décline toute responsabilité quelconque en cas de vol, de perte ou de détérioration d'objets personnels ou de matériel appartenant à des groupements ou des personnes fréquentant les installations.

Art27.

Sauf autorisation expresse, l'affichage est interdit sur les murs, portes et vitres. Par contre, divers panneaux d'affichage sont mis à la disposition des clubs et des utilisateurs.

Il n'y a pas d'autorisation d'affichage préalable sur ces panneaux mais le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve cependant le droit de retirer des annonces qu'il jugerait inadéquates.

Art28.

Les activités sportives en plein air au sein d'établissements sportifs ouverts au public même si leur accès est limité à certaines catégories de personnes, y compris en présence de spectateurs, ne peuvent dépasser le niveau de bruit spécifique de 30dB(A) pendant une tranche horaire d'au moins 12 heures consécutives pour les nuits du samedi au vendredi et d'au moins 8 heures consécutives pour les nuits du vendredi au samedi, les nuits précédant les jours fériés légaux et, à titre exceptionnel et moyennant annonce au moins 8 jours à l'avance des horaires programmés, avec possibilité de consultation de cette programmation à un endroit visible et accessible au public, y compris les riverains, pour les périodes de congés scolaires.

Art 29.

Conformément à la modification législative du 5 avril 2024 étendant le champ d'application de la loi du 22 décembre 2009, il est interdit de fumer sur les terrains de sport ainsi que dans toutes zones de supporters environnantes. Toute personne présente dans le stade devra se conformer aux marquages au sol prévus spécifiquement à cet effet ainsi qu'à la signalétique y afférente. Cette disposition entre en vigueur le 31 décembre 2024.

Art30.

Les réclamations éventuelles sont à adresser au Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Auderghem.

Art31.

Sera puni d'une amende administrative de maximum 250 €, quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement.

Bezittingsreglement en reglement van interne orde van het gemeentelijk stadion - Wijziging

DE RAAD,

Gelet op het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet, artikel;

Gezien de huidige bezittingsreglement en reglement van interne orde van het gemeentelijk stadion;

In overeenstemming met de wetwijziging van 5 april 2024, die het toepassingsgebied van de wet van 22 december 2009 uitbreidt, om roken te verbieden op de sportterreinen en in alle omliggende supporterszones.

BESLIST

- de hieronder bezittingsreglement en reglement van interne orde van het gemeentelijk stadion goed te keuren :

Artikel 1. Dit reglement is van toepassing in de lokalen en aanhorigheden van het Gemeentelijk Stadion van Oudergem, gelegen aan de Waversesteenweg 1854, 1160 Brussel.

Dit geldt voor alle personen die het stadion betreden.

Dit reglement wordt bij de ingang van het stadion opgehangen en iedereen wordt geacht er kennis van te hebben genomen.

Artikel 2.

Het gebruik van het stadion is onderworpen aan de toestemming van het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Oudergem en aan de strikte naleving van het door hen vastgestelde gebruiksschema.

De in dit reglement bedoelde vergunningen worden voorlopig en op persoonlijke, niet-overdraagbare basis verleend. Ze binden de gemeente niet en kunnen te allen tijde worden ingetrokken wanneer het algemeen belang dit vereist.

Ze kunnen ook worden geschorst of ingetrokken door het College van Burgemeester en Schepenen bij inbreuk op dit reglement of op het algemeen politiereglement, volgens de procedure voorzien in artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet, zonder dat de begunstigde aanspraak kan maken op enige vergoeding.

De vergunninghouders moeten strikt voldoen aan de voorschriften van de vergunning en ervoor zorgen dat het gebruik ervan geen hinder veroorzaakt voor anderen, noch de veiligheid, rust, volksgezondheid of netheid in gevaar brengt.

De gemeente is niet aansprakelijk voor schade die kan voortvloeien uit de al dan niet foutieve uitoefening van de activiteit waarop de vergunning betrekking heeft.

De vergunning moet ter plaatse beschikbaar zijn en op verzoek van de politie of een andere bevoegde persoon worden getoond.

Artikel 3.

De vergunning voor het gebruik van het stadion is onderworpen aan de betaling van een belasting, zoals vastgesteld in het belastingreglement voor het gebruik van gemeentelijke eigendommen.

Artikel 4.

Aanvragen voor permanent gebruik, zoals wekelijkse bezettingen of deelname aan een officieel kampioenschap van het volgende seizoen, moeten zo vroeg mogelijk en in ieder geval vóór 30 juni van het voorgaande seizoen worden ingediend.

Na deze datum en tijdens het seizoen zullen reserveringen worden gemaakt op basis van de nog beschikbare uren na de geplande kampioenschappen en wekelijkse bezettingen.

Het planningsschema wordt vooraf uitgehangen in de ontvangstruimte van de terreinen, en reserveringen voor beschikbare uren kunnen worden gemaakt na contact met de Sportdienst van het gemeentebestuur of **via de applicatie/website BigCaptain.**

Artikel 5.

De terreinen zijn toegankelijk volgens de gebruiksovereenkomsten die zijn afgesloten met "Royale Union de Football Association d'Auderghem" en **"Brussels Citizens Rugby"**, evenals volgens de verleende vergunningen en het door het College van Burgemeester en Schepenen vastgestelde gebruiksschema.

Wijzigingen in dit schema vallen onder de bevoegdheid van het College van Burgemeester en Schepenen, dat zich het recht voorbehoudt om dit naar eigen inzicht aan te passen indien nodig voor het beheer of de werking.

Artikel 6.

De vergunninghouder mag de terreinen niet voor een ander doel gebruiken dan waarvoor de vergunning is verleend. Hij is verplicht uitsluitend het toegewezen sportterrein te gebruiken.

Hij mag ook niet op eigen initiatief de duur van de toegekende bezetting wijzigen.

Artikel 7.

De vergunninghouder mag zijn vergunning niet zonder toestemming van het College van Burgemeester en Schepenen overdragen aan andere personen of groepen.

Artikel 8.

Elke wijziging van het activiteitenrooster, zowel permanent als incidenteel (reservering, annulering, wijziging van dag of tijdstip), moet ten minste vijftien dagen van tevoren worden aangevraagd bij het College van Burgemeester en Schepenen.

Indien mogelijk worden wijzigingen geïntegreerd in het vastgestelde schema, rekening houdend met de planning en overeenkomsten met "Royale Union de Football Association d'Auderghem" en **"Brussels Citizens Rugby"**.

Betrokken groepen moeten hun activiteiten zo organiseren dat ze zich aanpassen aan deze wijzigingen, die buiten de wil van het College van Burgemeester en Schepenen liggen en waarvoor zij niet verantwoordelijk kunnen worden gesteld.

Artikel 9.

Vergunninghouders moeten hun burgerlijke aansprakelijkheid laten verzekeren voor schade aan derden (andere gebruikers of externe personen) en aan de ter beschikking gestelde goederen, uitrusting en installaties.

Artikel 10.

De vergunninghouder blijft te allen tijde persoonlijk aansprakelijk tegenover derden en tegenover elke autoriteit of administratie.

Hij is verplicht om, indien van toepassing, belastingen, auteursrechten en andere heffingen te betalen die voortvloeien uit zijn activiteiten, inclusief sportbeoefening.

Artikel 11.

Vergunninghouders zijn gedurende de gebruikperiode verantwoordelijk voor alle schade, zowel aan de lokalen zelf, de aanhorigheden als de uitrusting, veroorzaakt door leden, tegenstanders of andere betrokkenen.

Elke veroorzaakte schade moet volledig worden vergoed door de vergunninghouder, onverminderd eventuele administratieve sancties.

Artikel 12.

Groepen zonder rechtspersoonlijkheid die de terreinen gebruiken, moeten een verantwoordelijke persoon aanwijzen die tegenover het College van Burgemeester en Schepenen verantwoordelijk is voor de naleving van dit reglement en de gegeven instructies.

Artikel 13.

Sportterreinen mogen alleen worden betreden met geschikt sportschoeisel: schoenen met noppen, studs en spikes zijn toegestaan op natuurgrasvelden maar verboden op kunstgrasvelden.

Het is verboden om schoenen schoon te maken in douches, kleedkamers en toegangsruimtes.

Artikel 14.

Toegang tot de terreinen is alleen toegestaan aan personen die noodzakelijk zijn voor het goede verloop van trainingen en wedstrijden.

Begeleiders, zowel leden van sportclubs als gewone toeschouwers, moeten zich bevinden in de tribunes, de cafetaria of een speciaal toegewezen zone, die in overleg met het College van Burgemeester en Schepenen wordt bepaald.

Indien begeleiders uitzonderlijk toegang krijgen tot de terreinen, gebeurt dit onder de volledige verantwoordelijkheid van de vergunninghouder en moeten ze door hem worden begeleid.

Artikel 15.

Gebruikers van de terreinen mogen zich alleen omkleden in de daartoe bestemde lokalen. Een lijst van de toegewezen kleedkamers wordt uitgehangen en moet strikt worden gerespecteerd.

Bij gelijktijdig gebruik van een kleedkamer door meerdere vergunninghouders moeten zij ervoor zorgen dat kleding van hun leden wordt gegroepeerd om ruimte te maken voor andere sporters.

Artikel 16.

Elke vergunninghouder is verantwoordelijk voor het correcte gebruik van kleedkamers, douches en voor de naleving van dit reglement door bezoekende clubs.

Artikel 17.

De vergunning om sportlokalen te gebruiken omvat ook het recht om, volgens het bezettingsschema, gebruik te maken van de noodzakelijke delen van kleedkamers en douches, en dit gedurende maximaal een half uur vóór en een half uur na de activiteit.

Artikel 18.

Vergunninghouders en de personen onder hun verantwoordelijkheid moeten ervoor zorgen dat ze de activiteiten van andere gebruikers niet verstoren. Ze mogen uitsluitend het toegewezen terrein gebruiken en moeten hun activiteiten starten en beëindigen op de geplande tijdstippen, inclusief het opzetten en opruimen van materiaal.

Ze moeten er ook voor zorgen dat kleedkamers en douches binnen de voorgeschreven tijd worden vrijgemaakt, zoals bepaald in artikel 17.

Artikel 19.

Personen, spelers of toeschouwers, die door hun gedrag de goede werking van het stadion verstoren of de voorschriften niet naleven, kunnen worden verwijderd en de toegang tot het stadion kan hun tijdelijk of permanent worden ontzegd.

Artikel 20.

Vergunninghouders moeten, volgens de gegeven instructies, zorg dragen voor het opstellen, demonteren en opbergen van het gebruikte materiaal op de daarvoor voorziene plaatsen. Deze werkzaamheden moeten plaatsvinden binnen de toegekende tijd en zonder overschrijding van de eindtijd.

De vergunninghouder is verantwoordelijk voor het toezicht op deze handelingen en moet ervoor zorgen dat materiaal niet wordt geslept om schade aan de terreinen te voorkomen.

Artikel 21.

Om ongevallen en versnelde slijtage van het materiaal te voorkomen, wordt elke vergunninghouder verzocht om defecten aan de uitrusting zo snel mogelijk te melden aan het College van Burgemeester

en Schepenen.

Artikel 22.

Materiaal dat door vergunninghouders wordt meegebracht, gebeurt op eigen risico en enkel met voorafgaande toestemming. Indien dit materiaal permanent in de lokalen wordt achtergelaten en normaal toegankelijk is, staat het ter beschikking van andere gebruikers met een vergunning.

Artikel 23.

Indien er na de activiteiten geen directe bezetting volgt, moeten vergunninghouders bij het verlaten van het stadion verlichting uitschakelen, kranen en douches sluiten, radiatoren in vorstbeveiliging zetten en de toegang tot het stadion correct afsluiten.

Bij nalatigheid blijft de vergunninghouder aansprakelijk voor ongeoorloofd gebruik of ongevallen.

Artikel 24.

Manifestaties met een uitzonderlijk karakter zullen afzonderlijk worden beoordeeld door het College van Burgemeester en Schepenen. Voor dergelijke manifestaties zal een specifiek reglement de voorwaarden vaststellen waaronder ze moeten plaatsvinden.

Artikel 25.

Individuele sporters zonder aansluiting bij een georganiseerde vereniging kunnen door het College van Burgemeester en Schepenen toestemming krijgen om de terreinen en lokalen te gebruiken.

Artikel 26.

Het College van Burgemeester en Schepenen wijst elke verantwoordelijkheid af in geval van diefstal, verlies of beschadiging van persoonlijke voorwerpen of materiaal dat toebehoort aan groepen of personen die gebruik maken van de faciliteiten.

Artikel 27.

Zonder uitdrukkelijke toestemming is het verboden om affiches aan te brengen op muren, deuren en ramen. Er zijn echter verschillende officiële prikborden beschikbaar voor clubs en gebruikers.

Voor deze prikborden is geen voorafgaande toestemming vereist, maar het College van Burgemeester en Schepenen behoudt zich het recht voor om mededelingen te verwijderen die zij ongepast acht.

Artikel 28.

Buitensportactiviteiten in sportfaciliteiten die openstaan voor het publiek, zelfs indien de toegang beperkt is tot bepaalde categorieën personen en in aanwezigheid van toeschouwers, mogen het specifieke geluidsniveau van 30 dB(A) niet overschrijden gedurende een periode van minimaal 12 opeenvolgende uren tijdens de nachten van zaterdag tot vrijdag en minimaal 8 opeenvolgende uren tijdens de nachten van vrijdag op zaterdag, de nachten voorafgaand aan wettelijke feestdagen en, bij uitzondering, op voorwaarde dat het programma ten minste 8 dagen van tevoren wordt aangekondigd. Dit programma moet worden weergegeven op een voor het publiek, inclusief omwonenden, zichtbare en toegankelijke plaats.

Artikel 29.

In overeenstemming met de wetwijziging van 5 april 2024, die het toepassingsgebied van de wet van 22 december 2009 uitbreidt, is roken verboden op de sportterreinen en in alle omliggende supporterszones.

Iedere aanwezige in het stadion moet zich houden aan de specifieke markeringen op de grond en de bijbehorende signalisatie.

Deze bepaling treedt in werking op 31 december 2024.

Artikel 30.

Eventuele klachten dienen te worden gericht aan het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Oudergem.

Artikel 31.

Overtredingen van dit reglement kunnen worden bestraft met een administratieve geldboete van maximaal €250.

5 annexes / 5 bijlagen

Règlement d'ordre intérieur Stade_ancien_FR.doc, Règlement d'ordre intérieur

Stade_ancien_NL.doc, Règlement d'ordre intérieur Stade_nouveau_NL.docx, Règlement d'ordre

intérieur Stade_nouveau_FR.doc, Règlement d'ordre intérieur Stade_track_change.doc

Urbanisme - Stedenbouw

19 **Ratification de la convention sur la mise à disposition de matériel informatique dans le cadre de "MyPermit urbanisme" établie entre Urban et la commune d'Auderghem.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, et compte tenu des éléments suivants :

Depuis le 20/11/2023 la commune d'Auderghem a rejoint la plateforme régionale « MyPermit urbanisme » permettant ainsi aux citoyens et entreprises d'introduire leurs demandes de permis d'urbanisme par voie électronique ;

Dans ce cadre, au démarrage de ce projet, Urban a mis à disposition des communes des matériels permettant d'organiser de manière adéquate les mesures particulières de publicité ;

Le matériel mis à disposition de la commune d'Auderghem comprend les éléments suivants supportant la visualisation des pièces composant les demandes de permis d'urbanisme :

- Un tableau blanc interactif (Samsung Flip2 55")
- Un PC HP ProDesk 405 G6
- Un écran HP 27"

Une convention de mise à disposition de ce matériel nous a été envoyée par Urban au début du projet. Cette convention de prêt vise à régler le prêt du matériel aux communes, en ce compris, le dépôt et réception dudit matériel, les modalités d'utilisation, de livraison, de stockage, d'installation, de démontage, de contrôle, de maintenance et de réparation de ce matériel ainsi que les sanctions, assurances et responsabilités en la matière.

DECIDE :

- de ratifier la signature de la convention portant sur la mise à disposition du matériel prêté par la Région à la commune d'Auderghem dans le cadre du lancement de la plateforme "MyPermit urbanisme";
- de charger le Secrétaire communal et la Bourgmestre de l'exécution de cette décision.

La présente délibération et la convention signée seront transmises à Urban (team MyPermit) par le Service Urbanisme.

Bekrachtiging van de overeenkomst tussen Urban en de gemeente Oudergem betreffende de terbeschikkingstelling van informaticamateriaal voor "MyPermit urbanisme".

DE RAAD,

Gezien de nieuwe gemeentewet, met name artikel 117, en rekening houdend met de volgende elementen:

Sinds 20/11/2023 is de gemeente Oudergem aangesloten bij het gewestelijke platform "MyPermit urbanisme", waardoor burgers en bedrijven hun aanvragen voor stedenbouwkundige vergunningen elektronisch kunnen indienen;

Bij de start van dit project heeft Urban de lokale overheden materiaal ter beschikking gesteld waarmee ze op een gepaste manier speciale regelen van openbaarmaking kunnen organiseren;

De uitrusting die ter beschikking werd gesteld van de gemeente Oudergem omvat de volgende elementen voor de weergave van de documenten van de stedenbouwkundige vergunningsaanvragen :

- een interactief whiteboard (Samsung Flip2 55")
- HP ProDesk 405 G6 PC
- HP 27" scherm

Urban heeft ons bij de start van het project een leenovereenkomst voor deze apparatuur toegestuurd.

Het doel van deze bruikleenovereenkomst is het regelen van de bruikleen van de apparatuur aan de gemeenten, met inbegrip van het depot en de ontvangst van de genoemde apparatuur, de voorwaarden voor gebruik, levering, opslag, installatie, demontage, inspectie, onderhoud en reparatie van de genoemde apparatuur, evenals de boetes, verzekering en aansprakelijkheden in dit verband.

BESLUIT :

- de ondertekening te bekrachtigen van de overeenkomst betreffende de terbeschikkingstelling van het materiaal dat door het Gewest in bruikleen wordt gegeven aan de gemeente Oudergem in het kader van de lancering van het platform “MyPermit urbanisme”;
- de gemeentesecretaris en de burgemeester op te dragen dit besluit uit te voeren.

Dit besluit en de ondertekende overeenkomst worden door de dienst Stedenbouw naar Urban (MyPermit-team) gestuurd.

1 annexe / 1 bijlage

MYP-Convention relative à la mise à disposition de matériel_AUDERGHEM_v1.0_FR_2024.pdf

Enseignement - Formation - Onderwijs - vorming

20 Activités Parascolaires - Revalorisation des barèmes des animateurs et coordinateurs de centre de vacances et fixation des nouveaux tarifs d'inscription à partir du 1er février 2025

LE CONSEIL,

Vu les articles 147 et 149 de la loi communale;

Vu la délibération du Conseil communal du 1er juillet 1983, portant organisation du Centre de Plein-Air, durant les mois de juillet et août, prise pour information par Monsieur le Gouverneur de la Province de Brabant, en date du 14 novembre 1983, références service 24, n° 24/533/103-0-5F;

Vu la délibération du Conseil communal du 5 mars 1981 fixant le taux des rémunérations du personnel chargé de l'encadrement, approuvée par Monsieur le Gouverneur de la province du Brabant, en date du 6 octobre 1981, références service 24, n° 24/21.993/103-0-5F;

Vu sa délibération, en date du 21 octobre 1988, portant extension du centre précité en « Centre de Loisirs » durant les vacances d'été ;

Vu la nécessité de désigner le personnel chargé de l'encadrement, compte tenu du nombre d'élèves inscrits;

Considérant ce qui suit:

- Que les communes avoisinantes appliquent des barème de rémunération plus avantageux pour les animateurs, il est difficile pour le service des Activités parascolaires d'être concurrentiel (Voir annexe: "comparatif barème Communes");
- Que depuis le 1er mai 2024, le revenu minimum mensuel moyen garanti pour un étudiant travaillant 1 mois a été indexé (voir annexe: "Rému_Etudiant_Infor_Jeunes")

Attendu qu'il y a lieu de revaloriser les barèmes du personnel chargé de l'encadrement durant les congés scolaires à partir du 1er février 2025 étant donné que l'index de ceux-ci est bloqué depuis 1997 et la dernière revalorisation a eu lieu en 2018 (voir délibération: #002/27.02.2018/B/0064#);

Vu le tableau "Revalorisation des barèmes journaliers des animateurs et coordinateurs de centres de vacances" suivant:

Revalorisation des barèmes journaliers des animateurs et coordinateurs de centres de vacances					
Barèmes actuels			Nouveaux Barèmes		
Animateur Non-breveté	Animateur Breveté	Coordination	Animateur Non-breveté	Animateur Breveté	Coordination
57,00 €	65,80 €	80,00 €	85,00 €	100,00 €	120,00 €

Vu la délibération du Conseil communal du 1er juillet 1983 portant fixation des interventions journalières des colonies de vacances;

Vu les délibération antérieures portant révision des interventions journalières;

Vu l'article 117 de la Loi communal;

Attendu que parallèlement à cette revalorisation barémique, il y a lieu d'indexer l'intervention financière des parents étant donné que la dernière indexation a eu lieu en 2015 (voir délibération: #002/26.03.2015/A/0011#);

Considérant ce qui suit:

- Le tarif journalier à la charge des parents comprend : une amplitude d'accueil de 7h15 à 18h, des collations variées le matin et en fin d'après-midi, un repas chaud (composé de potage, plat principal et dessert), les transports en car aller-retour vers les lieux d'animation, ainsi que toutes les animations proposées;
- Les plaines de vacances bénéficient de l'agrément de l'ONE, ce qui permet aux parents de bénéficier chaque année d'une déduction fiscale;
- Les revalorisations mentionnées concernent uniquement les animateurs et coordinateurs des centres de vacances et des stages;
- Ces deux types d'activités sont accessibles à tous les enfants, sans distinction de l'école fréquentée, par conséquent, il n'y a pas d'effet multiplicateur lié à l'obligation de l'administration de rémunérer l'équivalent pour les autres écoles par le biais des avantages sociaux;

Vu le tableau "Indexation des montants de l'intervention financière des parents" suivant:

Indexation des montants des interventions financières des parents							
Montants actuels				Nouveaux montants			
Habitant Auderghem		Habitant hors commune		Habitant Auderghem		Habitant hors commune	
par jour	par semaine	par jour	par semaine	par jour	par semaine	par jour	par semaine
10,00 €	50,00 €	15,00 €	75,00 €	12,00 €	60,00 €	18,00 €	90,00 €

Considérant que cette revalorisation couplée à une augmentation du prix payé par les parents, l'intervention communale reviendrait à +/- 18.000,00€

Vu le tableau "Prévision intervention communale" suivant:

Prévision différence recette/Dépense			
	2024	2025	Différence
Dépense 761/11101	71.580,50 €	108.800,00 €	37.219,50 €
Recette 7611/16110	96.320,00 €	115.584,00 €	19.264,00 €
			17.955,50 €

Considérant que ces augmentations ont été prévues aux articles 761/11101 et 7611/16110 du budget 2025, approuvé par le Conseil communal lors de la séance du 19 décembre 2024;

DECIDE

d'arrêter, conformément aux tableaux en annexe:

- les nouvelles échelles barémiques applicables au personnel encadrant les enfants durant les congés scolaires;

- les nouvelles indexations de l'intervention financière des parents à partir du 1er février 2025.

Buitenschoolse activiteiten - Herwaardering van de tarieven voor leiders en coördinatoren van vakantiecentra en vaststelling van nieuwe registratietarieven vanaf 1 februari 2025

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 147 en 149 van de Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Gemeenteraad van 1 juli 1983, houdende de organisatie van het Openluchtcentrum tijdens de maanden juli en augustus, ter kennisname aangenomen door de Gouverneur van de Provincie Brabant, d.d. 14 november 1983, ref. dienst 24, nr. 24/533/103-0-5F;

Gelet op het besluit van de gemeenteraad van 5 maart 1981 tot vaststelling van de bezoldiging van het toezichthoudend personeel, goedgekeurd door de Gouverneur van de Provincie Brabant op 6 oktober 1981, dienst kenmerk 24, nr. 24/21.993/103-0-5F;

Gelet op zijn besluit van 21 oktober 1988 om voornoemd centrum tijdens de zomervakantie uit te breiden tot een "Vrijtijdscentrum";

Gezien de noodzaak om, gezien het aantal ingeschreven leerlingen, personeel aan te stellen om toezicht te houden op de kinderen;

Overwegende het volgende:

- Dat naburige gemeenten gunstigere loonschalen hanteren voor animatoren, waardoor de dienst Buitenschoolse Activiteiten moeilijk competitief kan zijn (Zie bijlage: "vergelijkende schaal Gemeenten");
- Sinds 1 mei 2024 wordt het gemiddelde gegarandeerde minimum maandinkomen voor een student die 1 maand werkt geïndexeerd (zie bijlage: "Rému_Etudiant_Infor_Jeunes").

Overwegende dat de tarieven voor het personeel belast met het toezicht tijdens de schoolvakanties moeten worden opgewaardeerd vanaf 1 februari 2025, aangezien de index hiervoor sinds 1997 bevroren is en de laatste opwaardering plaatsvond in 2018 (zie beraadslaging: #002/27.02.2018/B/0064#);

Gelet op de volgende tabel "Herwaardering van de dagtarieven voor leiders en coördinatoren van vakantiecentra":

Revalorisation des barèmes journaliers des animateurs et coordinateurs de centres de vacances					
Barèmes actuels			Nouveaux Barèmes		
Animateur Non-breveté	Animateur Breveté	Coordination	Animateur Non-breveté	Animateur Breveté	Coordination
57,00 €	65,80 €	80,00 €	85,00 €	100,00 €	120,00 €

Gezien het besluit van de gemeenteraad van 1 juli 1983 tot vaststelling van de dagtarieven voor vakantiecampen

Gelet op eerdere besluiten tot herziening van de dagtarieven

Gelet op artikel 117 van de gemeentewet;

Overwegende dat gelijktijdig met deze herwaardering van het barema, het noodzakelijk is om de financiële bijdrage van de ouders te indexeren gezien de laatste indexering plaatsvond in 2015 (zie beraadslaging: #002/26.03.2015/A/0011#);

Gelet op het volgende:

- Het door de ouders te betalen dagtarief omvat: een onthaal van 7u15 tot 18u, verschillende snacks 's morgens en in de late namiddag, een warme maaltijd (bestaande uit soep, hoofdgerecht en dessert), het vervoer per autocar van en naar de activiteitenzones, alsook alle aangeboden activiteiten;
- De vakantiepeeltuinen zijn goedgekeurd door de ONE, wat betekent dat ouders elk jaar een belastingaftrek kunnen aanvragen;

- Bovenstaande verhogingen gelden alleen voor leiders en coördinatoren van vakantiecentra en cursussen;
- Deze twee soorten activiteiten zijn toegankelijk voor alle kinderen, ongeacht naar welke school ze gaan, dus er is geen multiplicatoreffect gekoppeld aan onze verplichting om het equivalent voor andere scholen te betalen via sociale voordelen;

Gelet op de volgende tabel “Indexering van de bedragen van de financiële bijdrage van de ouders”:

Indexation des montants des interventions financières des parents							
Montants actuels				Nouveaux montants			
Habitant Auderghem		Habitant hors commune		Habitant Auderghem		Habitant hors commune	
par jour	par semaine	par jour	par semaine	par jour	par semaine	par jour	par semaine
10,00 €	50,00 €	15,00 €	75,00 €	12,00 €	60,00 €	18,00 €	90,00 €

Overwegende dat deze herwaardering, in combinatie met een verhoging van de door de ouders betaalde prijs, zou leiden tot een gemeentelijke bijdrage van +/- €18.000,00€
Gelet op onderstaande tabel “Geraamde gemeentelijke bijdrage”:

Prévision différence recette/Dépense			
	2024	2025	Différence
Dépense 761/11101	71.580,50 €	108.800,00 €	37.219,50 €
Recette 7611/16110	96.320,00 €	115.584,00 €	19.264,00 €
			17.955,50 €

Overwegende dat deze verhogingen zijn opgenomen in de artikelen 761/11101 en 7611/16110 van de begroting 2025, goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn vergadering van 19 december 2024;
BESLUIT

vast te stellen, overeenkomstig de bijgevoegde tabellen

- de nieuwe salarisschalen die van toepassing zijn op het personeel dat de kinderen begeleidt tijdens de schoolvakanties;
- de nieuwe indexering van de financiële bijdragen van de ouders vanaf 1 februari 2025.

5 annexes / 5 bijlagen

Prévision+différence+recette_Dépense.pdf, Indexations+intervention+parents.pdf, Rému_Etudiant_Infor_Jeunes.pdf, Comparatif+Commune-REMU_ANIM.pdf, Revalorisation+des+barème+des+aniamteurs+et+coordinateurs.pdf

21 **Convention de partenariat entre la commune d'Auderghem, l'asbl PAC et une écrivaine publique - Ratification**

Le CONSEIL,

Considérant que Caroline BURRE, une maman du CS du Blankedelle, s'est proposée de tenir une permanence d'écrivain public au CS du Blankedelle, tous les jeudis de 8h00 à 10h00 ;

Considérant que Caroline BURRE est écrivaine publique certifiée ;

Considérant l'objet de ces permanences :

- Au-delà de l'accompagnement à la rédaction de documents, les écrivain-e-s public-que-s proposent aux citoyens et citoyennes un soutien à la compréhension des documents, tant sur la

forme que sur le fond. Dans une vision plus large, il s'agit de contribuer à réduire la fracture sociale et culturelle.

- Les permanences permettent d'accompagner le-la citoyen-ne dans la prise de conscience de ses capacités, de ses responsabilités, dans une approche des droits et des devoirs et dans un cheminement vers une autonomie élargie.
- A la différence d'un guichet de prestations sociales, une permanence d'écrivain public est un lieu d'expression de soi, de production d'écrits et d'orientations. Ces permanences sont gratuites. Ouvertes à tous et à toutes, les permanences sont mises en place dans des institutions, administrations et associations partenaires.

Considérant qu'il est proposé que ces permanences ne soient ouvertes qu'aux parents des enfants scolarisés au sein de l'établissement ;

Considérant que le CS du Blankedelle compte une part significative de parents allophones ou ne maîtrisant pas bien le français ;

Considérant les engagements pris par la commune en cas d'approbation de la convention :

- Mettre à disposition un local pour la tenue de la permanence de l'écrivain-e public-que. Ce local répondra aux normes de confidentialité établies dans la charte des écrivain.es public.ques
- Dans ce local, le partenaire mettra à disposition de l'écrivain-e public-que le matériel nécessaire à l'exercice de sa fonction : ordinateur, imprimante, téléphone, accès internet. Le tout en bon état de fonctionnement.
- Relayer l'information relative à cette permanence auprès de son public ainsi qu'auprès des acteurs sociaux et culturels de son réseau. Dans la mesure du possible le partenaire organisera une rencontre entre l'écrivain public et ses bénéficiaires et/ou les membres de son personnel.
- Garder les supports de communication proposés par la coordination avec les logos « PAC », « Espace Écrivain public » et celui du partenaire. Il les utilisera pour promouvoir la permanence auprès de son public et de son réseau.
- Participer à l'évaluation annuelle avec la coordination et l'écrivain-e public-que. Si la permanence a lieu le jour de la formation continuée, permettre à l'écrivain-e public-que de suivre au moins trois formations continuées sur l'année

Considérant que la première s'est tenue le 23 janvier, afin d'aider les parents de 6e primaire dans le cadre des démarches à entreprendre pour inscrire leur enfant en secondaire ;

DECIDE

De ratifier la convention, entre l'asbl PAC Régionale de Bruxelles, coordinatrice du réseau d'écrivains publics, Caroline BURRE, écrivaine publique, et la commune d'Auderghem, relative à un partenariat dans le cadre d'une permanence d'écrivain public au CS du Blankedelle

Partnerschapsovereenkomst tussen de gemeente Oudergem, de vzw PAC en een publieke schrijver - Ratificatie

DE GEMEENTERAAD,

Overwegende dat Caroline BURRE, een moeder van het CS van Blankedelle, zich heeft aangeboden om een permanente schrijversservice te verzorgen in het CS van Blankedelle, elke donderdag van 8.00 uur tot 10.00 uur;

Overwegende dat Caroline BURRE gecertificeerd publieke schrijver is;

Overwegende het doel van deze permanences :

- Naast de ondersteuning bij het opstellen van documenten bieden publieke schrijvers aan burgers hulp bij het begrijpen van documenten, zowel qua vorm als inhoud. In een bredere visie gaat het erom de sociale en culturele kloof te verkleinen.
- De permanences helpen de burger bij het bewust worden van zijn capaciteiten, verantwoordelijkheden, bij een benadering van rechten en plichten en bij een weg naar bredere autonomie.
- In tegenstelling tot een loket voor sociale uitkeringen is een permanente schrijversservice een

plek van zelfexpressie, productie van teksten en begeleiding. Deze permanences zijn gratis. Open voor iedereen, worden deze permanences opgezet in instellingen, overheidsdiensten en partnerorganisaties.

Overwegende dat het wordt voorgesteld dat deze permanences enkel openstaan voor ouders van kinderen die zijn ingeschreven in de instelling;

Overwegende dat het CS van Blankedelle een significant aantal ouders heeft die allochtoon zijn of de Franse taal niet goed beheersen;

Overwegende de verplichtingen die de gemeente op zich neemt in het geval van goedkeuring van de overeenkomst:

- Het ter beschikking stellen van een lokaal voor de uitvoering van de permanente schrijversservice. Dit lokaal zal voldoen aan de vertrouwelijkheidsnormen die zijn vastgesteld in de charter van publieke schrijvers.
- In dit lokaal zal de partner de benodigde materialen voor de schrijver ter beschikking stellen: computer, printer, telefoon, internettoegang. Alles in goede staat van werking.
- De informatie over deze permanente schrijversservice doorgeven aan het publiek, evenals aan sociale en culturele actoren in het netwerk. Waar mogelijk zal de partner een ontmoeting organiseren tussen de publieke schrijver en de deelnemers en/of medewerkers.
- De communicatiematerialen die door de coördinatie worden aangeboden met de logo's van "PAC", "Espace Écrivain public" en het logo van de partner bewaren. Deze zullen gebruikt worden om de permanences te promoten bij het publiek en netwerk.
- Deelname aan de jaarlijkse evaluatie samen met de coördinatie en de publieke schrijver. Indien de permanence op de dag van de permanente vorming plaatsvindt, zal de publieke schrijver ten minste drie vormingen gedurende het jaar volgen.

Overwegende dat de eerste bijeenkomst plaatsvond op 23 januari, met als doel de ouders van 6e leerjaar te helpen bij de stappen die ze moeten ondernemen om hun kind in te schrijven voor het secundair onderwijs

BESLUIT

De ratificatie van de overeenkomst tussen de vzw PAC Regio Brussel, coördinator van het netwerk van publieke schrijvers, Caroline BURRE, publieke schrijver, en de gemeente Oudergem, met betrekking tot een partnerschap voor de permanente schrijversservice in het CS van Blankedelle.

1 annexe / 1 bijlage

CONVENTION- Centre scolaire du Blankedelle.pdf

Secrétariat - Secretariaat

22 **Question orale de Monsieur Marc Vandame et Mathieu Poma (Liste de la Bourgmestre) : chantier d'aménagement de la partie centrale du boulevard du Souverain entre Herrmann-Debroux et la chaussée de Wavre**

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins.

Chers Collègues, cher public,

Dans le courant du mois de novembre des travaux ont été entamés par la région sur le centre du boulevard du Souverain entre le croisement Detroch et la chaussée de Wavre.

Ces travaux consistent à supprimer :

- les poteaux de type bollard pourtant relativement récents,

- les bordures autour des arbres

Ceci pour installer plus de plantations sur les abords. Ce qui en soi, n'est pas une mauvaise chose.

Le revêtement des places de parking seront recouvertes de caillebotis en béton.

Malheureusement, des endroits de traversée piétons qui permettaient de se rendre sur le parking central et accessoirement traverser le boulevard sont supprimés. Cela augmente le sentiment d'isolement entre les 2 côtés du boulevard qui divise la commune en 2. Ces suppressions de passages, avaient été notées, à d'autres endroits, comme un souci d'interconnexion entre quartiers.

Si cela reste en l'état, il restera aux riverains à enjamber les nouvelles clôtures supplémentaires et marcher dans les plantations pour simplement se rendre aux parkings riverains ou se rendre aux commerces du boulevard.

Nos questions sont les suivantes :

- La commune a-t-elle été mise au courant de ces travaux et des dates de début et de fin ?
- Connaissez-vous la raison et l'objectif de ces travaux ?
- Une enquête de voisinage et un permis ont-ils été introduits pour ces travaux ?
- Disposez-vous de plans indiquant les travaux effectués et les informations de chantier sur ce parking ?
- La réduction des vibrations causées par le tram fait-elle partie des objectifs de ces travaux ?
- La région compte-t-elle en profiter pour améliorer la cohabitation entre piétons et la piste cyclable à cet endroit ?
- La région va-elle profiter de ces travaux pour poursuivre vers le carrefour Herrmann-Debroux et enfin sécuriser la piste cyclable à ces endroits où le signallement de la traversée des rails de tram n'est pas claire de jour comme de nuit ?
- Des passages en dur seront-ils maintenus pour faciliter le passage des piétons ?
- Le nouvel aménagement permettra-t-il de réduire l'imperméabilisation du sol à cet endroit ?

En vous remerciant

Marc Vandame et Mathieu Poma.

**Mondelinge vraag van de Heer Marc Vandame en Mathieu Poma (Liste de la Bourgmestre):
bouwplaats om het centrale deel van de Vorstlaan tussen Herrmann-Debroux en de
Waversesteenweg te ontwikkelen.**

1 annexe / 1 bijlage

question CC VDM MPO 122024.docx

23 Question orale de Madame Valérie Locatelli (Liste de la Bourgmestre) : squat avenue de Beaulieu

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins,
Chers Collègues,

Depuis quelques semaines un nouveau squat s'est installé dans un bâtiment qui était anciennement occupé par la communauté européenne avenue de Beaulieu, malgré l'évacuation d'un autre squat dans les environs.

Les riverains partagent leurs inquiétudes sur les réseaux sociaux en ce qui concerne leur sentiment d'insécurité et de salubrité du lieu. Les habitants se posent beaucoup de questions depuis le récent départ du Samusocial, et l'enchaînement des squats dans le quartier.

Nos questions sont les suivantes :

1. Pourriez-vous nous faire un bilan de la situation à date ?
2. La commune a-t-elle déjà été en contact avec les propriétaires concernant ce squat ? Si oui, quelles actions a-t-il ou va-t-il mettre en place ?
3. Indépendamment du propriétaire, quelles actions la commune a-t-elle mis en place ?
4. A plus long terme, quel est le devenir de ce bâtiment et comment pourrions-nous éviter que la situation ne se répète à d'autres bâtiments du quartier ?
5. De façon générale, quelles sont les procédures lorsqu'un propriétaire est squatté ?

Mondelinge vraag van mevrouw Valérie Locatelli (Liste de la Bourgmestre): kraken bij de Beaulieuiaan

24 **Question orale de Monsieur Mathieu Poma (Liste de la Bourgmestre) : l'accessibilité cycliste et piétonnes des infrastructures sportives de l'ADEPS et du stade communal**

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins.

Chers Collègues, cher public,

Le 12 décembre, les médias faisaient un sujet sur l'accessibilité cycliste du centre ADEPS de la Forêt de Soignes, mettant en avant la dangerosité bien connue de l'endroit. Si les médias ont illustré cette dangerosité dans le sens de la montée, nous pourrions rajouter celle du sens de la descente, obligeant les cyclistes à un long détour, avec du relief, ou à passer par le trottoir, ce qui les met en infractions et en conflit avec les autres usagers du trottoir. Au-delà de l'ADEPS, nous pourrions citer la Maison des Jeunes ou tout simplement les résidents de ce quartier comme autres victimes de la situation.

De l'autre côté de l'autoroute, se trouve le stade communal. Les habitants d'Auderghem réclament depuis de nombreuses années une amélioration de l'accessibilité piétonne de ce dernier, ou du haut du site du Rouge Cloître, ainsi que des aménagements pour réduire les conflits entre cyclistes et piétons. Force est de constater que rien n'a été fait depuis lors, et que la situation n'en est devenue que plus dangereuse avec l'augmentation du trafic cycliste (que nous approuvons). L'aménagement bienvenu d'infrastructures cyclables à Jesus-Eik va encore exacerber le problème.

Nous comprenons que la voirie est régionale, et que les moyens d'action de la commune sont limités, mais nos questions sont les suivantes, pour chacun des deux sujets mentionnés : :

- Quelles sont les démarches qui ont été entamées par la Commune auprès des cabinets compétents et de Bruxelles-Mobilité pour le stade communal, et plus récemment pour l'ADEPS ?
- Quelles ont été les réponses de ces derniers ?
- La commune a-t-elle fait une proposition de piste cyclable pour apaiser ces tensions entre les usagers ? Un passage bien aménagé et indiqué par la rue Chaudron serait-il une alternative possible ?
- Une action complémentaire est-elle envisagée ?

En vous remerciant
Mathieu Poma

Mondelinge vraag van de Heer Mathieu Poma (Liste de la Bourgmestre): fiets- en voetgangerstoegang tot de sportfaciliteiten van ADEPS en het gemeentelijke stadion

25 **Question orale de Mesdames Élise Willame et Noémie Dekoninck (ECOLO-GROEN) : piste cyclable ADEPS (Complémentaire)**

Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les membres du Collège,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,
Cher public,

En décembre dernier, un reportage mettant en avant la dangerosité de l'itinéraire reliant le rond-point Hermann Debroux et l'Adeps a été diffusé par une chaîne locale.

On peut le dire, la situation est accidentogène : proximité immédiate de l'autoroute sans séparation, pas de marquage au sol, mauvais éclairage... La plupart des cyclistes estiment qu'ils font tout pour ne pas utiliser cet itinéraire.

Cette dangerosité avait d'ailleurs été une nouvelle fois mise en avant lors de la balade exploratoire organisée par le GRACQ durant la campagne électorale.

Selon nos informations, aucune demande de la commune n'a été introduite auprès du cabinet de la Ministre de la mobilité. Il aura fallu attendre une intervention de la presse pour que la situation soit prise au sérieux.

Selon nous, il est urgent de trouver une solution qui permette un acheminement des cyclistes en sécurité dans leur trajet vers l'ADEPS.

Nos questions sont les suivantes :

- Quelles sont les propositions mises sur le table de la part de la commune pour sécuriser cet itinéraire et dans quel délai ?
- Pouvez-vous vous engager à introduire une demande officielle à la Région et au cabinet de la Ministre de la mobilité pour la mise en place d'une piste cyclable sécurisée ?

Pour le groupe Ecolo-Groen
Élise Willame et Noémie Dekoninck

Mondelinge vraag van Élise Willame et Noémie Dekoninck (ECOLO-GROEN): ADEPS-fietspad (Aanvullend)

26 **Question orale de Madame Cécile Henrard (MR-Les Engagés-VLD-CDV) : chantier routier à Jezus-Eik (Complémentaire)**

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Comme nous l'avons déjà évoqué à plusieurs reprises ici, notre commune n'a pas été épargnée ces derniers mois par les impacts des travaux de réaménagement routier aux abords de Bruxelles. Or, nous apprenions, il y a quelques semaines, l'arrivée d'un nouveau chantier destiné à construire, notamment, deux nouveaux ponts à Jezus-Eik afin de remplacer la structure existante.

Il va sans dire que ces nouveaux travaux auront également des conséquences importantes sur le trafic routier à Auderghem. Ce d'autant plus que le calendrier annoncé indique un chevauchement de plusieurs semaines avec les travaux déjà en cours sur le Ring.

Nos questions sont donc les suivantes :

- Quelle est la position des autorités communales auderghemoises sur ce nouveau chantier ?
- Quels contacts ont été pris avec les autorités flamandes ?
- Des solutions sont-elles envisageables et/ou déjà prévues afin de minimiser l'impact sur Auderghem ?
- Quel est le timing exact prévu actuellement pour la mise en œuvre de ces travaux ?

Je vous remercie.

Cécile Henrard, conseillère communale

**Mondelinge vraag van mevrouw Cécile Henrard (MR-Les Engagés-VLD-CDV):
wegwerkzaamheden bij Jezus-Eik (Aanvullend)**

27 Question orale de Madame Jany Crucifix (Liste de la Bourgmestre) : Plan « hiver » pour le soutien aux personnes sans-abri sur notre territoire (Complémentaire)

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins.

Chers Collègues, Cher public,

Depuis le 7 janvier 2025, la Région Bruxelloise a décidé d'activer son plan « Froid extrême » et ce pour une période d'un mois avec possibilité de prolongation en cas de nécessité.

La commune d'Auderghem prévoit en activant son plan « Grand froid » après 3 jours sous -3 degrés, des salles où se réchauffer et d'autres actions. Des actions plus pérennes sont également entreprises par le CPAS et par les services de l'action sociale communale pour aider ceux d'entre nous qui en ont le plus besoin tout au long de l'année.

Je me permets cependant de vous interpeller concernant le plan hiver mis en place pour notre parfaite information et ce que nous pourrions faire pour accroître notre impact.

Mes questions sont les suivantes :

- Quel est le dispositif mis en place, concerté et coordonné avec les autres niveaux de pouvoir, les ASBL présentes sur notre territoire ou les communes voisines et nos services communaux, pour aider et accompagner les personnes sans-abri lors de ces périodes de grand froid ?
- Les années précédentes, à Auderghem, le plan « hiver » était activé après 3 jours sous -3 degrés, Une gradation dans les actions est-elle possible à des niveaux de températures plus élevés ou dans certaines conditions moins restrictives ?

Je vous remercie pour vos réponses et réflexions.

Jany CRUCIFIX, Conseillère communale Défi

Mondelinge vraag van mevrouw Jany Crucifix (Liste de la Bourgmestre): Winterplan voor steun aan daklozen in ons gebied (Aanvullend)

28 Question orale de Madame Alodie De Poorter Capillon (Liste de la Bourgmestre) : projet de Tour à Delta (Complémentaire)

Monsieur le Président,
Madame la bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les échevins,
Chers collègues,

Lors du conseil du mois de novembre 2024, notre groupe DÉFI, vous avait interrogé sur le projet de la nouvelle construction immobilière « Triomphe 172 », surnommée Tour Triomphe car nous nous inquiétons fortement pour le bien-être de nos riverains et pour le futur de la commune face à ce projet. En dehors de l'esthétique de la Tour, la hauteur du projet, 80 mètres, le surdimensionnement par rapport au quartier, le peu de considération pour les espaces verts et les questions de mobilité nous interpellaient.

L'enquête publique a été clôturée et la commission de concertation s'est tenue le 19 décembre dernier devant plus d'une cinquantaine de riverains qui ont souhaité faire entendre leur opposition au projet. Lors de l'enquête, plus de 250 réclamations ont été envoyées et 99% des avis émis étaient défavorables. Ces chiffres ont été partagés lors de la commission de concertation. Cette forte mobilisation aura, je l'espère, été entendue.

Au-delà du fait qu'un tel bâtiment défigurait l'entrée de la commune, les habitants du quartier sont inquiets de la suite qui sera réservée à ce projet. C'est pourquoi je me permets de venir vers vous une nouvelle fois, au nom de mon groupe, avec des questions concernant l'état du projet et les actions que la commune compte entreprendre.

Mes questions sont les suivantes:

- Pourriez-vous nous faire part de l'avis de la commission de concertation sur ce projet ?
- La Région et la commune ont-elles émis un avis commun ou les positions étaient-elles divergentes ?
- Quels sont les arguments invoqués par les deux parties ?
- Les riverains seront-ils informés sur la suite apportées au dossier ? Une autre action de leur part est-elle envisageable et nécessaire ?
- La mobilisation conjointe de la commune et des riverains a-t-elle convaincu le promoteur ou la région de faire preuve d'ouverture ? Si oui, quels sont les points ouverts à discussion ?
- Quelles sont les prochaines étapes ?

Je vous remercie pour votre attention

Mondelinge vraag van mevrouw Alodie De Poorter Capillon (Liste de la Bourgmestre): Delta toren project (Aanvullend)

29 **Question orale de Madame Vincianne Lerate (Liste de la Bourgmestre) : déneigement des voiries (Complémentaire)**

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Échevins.

Chers Collègues, cher public,

Le 8 janvier dernier, une offensive hivernale a touché notre pays. Auderghem n'a pas été épargnée et s'est vue recouvrir d'un tapis blanc.

De nos jours, les avancées technologiques contribuent à établir des prévisions météorologiques de plus en plus précises et donc permettent, en théorie, à tous les acteurs concernés de se préparer au gel, à la neige et au verglas.

Même si les périodes d'enneigement sont de moins en moins fréquentes et de moins en moins denses, force est de constater que la mobilité reste affectée dans de telles conditions. Ce mois de janvier est loin d'être comparable à celui de l'année 2010 où un niveau de 20cm de neige a été relevé : ce fût d'ailleurs l'un des épisodes hivernaux le plus marquant de notre décennie.

Le citoyen est pourtant en droit de s'attendre à ce que la viabilité du réseau routier (en ce compris les trottoirs et aménagements cyclables) soit assurée en cas d'enneigement.

Mes questions sont les suivantes :

- Comment la commune s'organise pour assurer le salage/sablage des voiries et de leurs dépendances ?
 - De quels moyens les services communaux disposent-ils pour cela ? (matériel, produits et moyens humains).
 - Est-ce qu'un point d'attention particulier est porté sur le cheminement des piétons. En effet, il est du devoir des riverains de dégager le trottoir devant leur domicile mais quid des zones non habitées, des copropriétés souvent laissées pour compte. Par quels canaux est-il rappelé aux habitants leurs obligations en la matière? Le non-respect de ces obligations entraîne-t-il des sanctions ?
 - Comme pour la propreté, la commune se substitue-t-elle à la Région là où celle-ci tarde à intervenir ? (par ex : zones cyclables du carrefour Souverain - Debroux et du carrefour Invalides/Demey/Watermael). A quel coût ?
-

30 Motion communale exprimant la solidarité avec les travailleurs et travailleuses de Lunch Garden et appelant à une mobilisation pour la sauvegarde de l'emploi (Complémentaire)

Vu la motion déposée par Madame Emmanuelle Poznanski portant « Motion communale exprimant la solidarité avec les travailleurs et travailleuses de Lunch Garden et appelant à une mobilisation pour la sauvegarde de l'emploi » ;

Vu l'amendement unique déposé par Monsieur Mathieu Poma visant à remplacer l'intégralité du contenu de la motion ;

Le Président déclare que le Conseil va d'abord voter sur l'amendement. Si celui-ci est approuvé, il n'y aura plus lieu de voter sur la motion, si l'amendement est rejeté, il y aura un vote sur la motion.

Le vote sur l'amendement a lieu à main levée et donne le résultat suivant :

POUR : XX voix

CONTRE : XX voix

ABSTENTION : XX voix

SOIT L'amendement est approuvé

En conséquence de quoi, le Conseil communal d'Auderghem, réuni en séance publique le 30.01.2025 adopte le texte suivant :

[Texte à insérer]

SOIT L'amendement est rejeté

Le Président soumet à présent la motion au vote à main levée, le résultat du vote est le suivant :

POUR : XX voix

CONTRE : XX voix

ABSTENTION : XX voix

SOIT La motion est approuvée

En conséquence de quoi, le Conseil communal d'Auderghem, réuni en séance publique le 30.01.2025 adopte le texte suivant :

[Texte à insérer]

SOIT La motion est rejetée

Gemeentelijke motie waarin solidariteit wordt betuigd met de werknemers van Lunch Garden en waarin wordt opgeroepen tot actie om banen te redden (Aanvullend)

*1 annexe / 1 bijlage
del_motions_draft.pdf*

31 **Question orale de Monsieur Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre) : faillite de Lunch Garden (Complémentaire)**

Monsieur le Président, Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins.

Chers Collègues, cher public,

Comme nous venons d'en débattre, a faillite du Lunch Garden, et la fermeture de l'établissement situé à Auderghem est un nouveau coup dur pour le secteur Horeca.

En effet, depuis la crise Covid, le secteur Horeca subit de plein fouet les changements d'habitudes liées au télétravail et la hausse des coûts de main d'œuvre, alors que les clients se plaignent de l'inflation au menu. La fédération Horeca Bruxelles parlait en novembre de 80% de restaurateurs en difficulté, et un nombre de faillite en forte augmentation.

Face à ce nouveau drame social et économique, nous souhaiterions vous poser les questions complémentaires suivantes :

- Quelle est la situation globale de l'HoReCa à Auderghem et avons-nous des contacts réguliers avec le secteur pour être à l'écoute de leurs besoins ?
- Quelles aides mettons-nous en place pour le soutenir ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses et pour l'attention portée à cet enjeu crucial pour le tissu économique et social de notre commune.

Jean-François

Mondelinge vraag van de Heer Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre): faillissement van Lunch Garden (Aanvullend)

32 **Motion réaffirmant le soutien plein et entier au maintien des six zones de police en Région bruxelloise (Complémentaire)**

Vu la motion déposée par Madame Emmanuelle Poznanski portant « Motion réaffirmant le soutien plein et entier au maintien des six zones de police en Région bruxelloise » ;

Vu l'amendement unique déposé par Monsieur Mathieu Poma visant à remplacer l'intégralité du contenu de la motion ;

Le Président déclare que le Conseil va d'abord voter sur l'amendement. Si celui-ci est approuvé, il n'y aura plus lieu de voter sur la motion, si l'amendement est rejeté, il y aura un vote sur la motion.

Le vote sur l'amendement a lieu à main levée et donne le résultat suivant :

POUR : XX voix

CONTRE : XX voix

ABSTENTION : XX voix

SOIT L'amendement est approuvé

En conséquence de quoi, le Conseil communal d'Auderghem, réuni en séance publique le 30.01.2025 adopte le texte suivant :

[Texte à insérer]

SOIT L'amendement est rejeté

Le Président soumet à présent la motion au vote à main levée, le résultat du vote est le suivant :

POUR : XX voix

CONTRE : XX voix

ABSTENTION : XX voix

SOIT La motion est approuvée

En conséquence de quoi, le Conseil communal d'Auderghem, réuni en séance publique le 30.01.2025 adopte le texte suivant :

[Texte à insérer]

SOIT La motion est rejetée

Motie ter bevestiging van de volledige steun voor het behoud van de zes politiezones in het Brussels Gewest (*Aanvullend*)

*1 annexe / 1 bijlage
del_motions_draft.pdf*